



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Barochez – Le jeu iranien de dupes du nucléaire	Page 2
RD Congo : l'ambassadeur d'Italie tué dans une attaque armée	Page 3
Djibouti, confetti à haute valeur stratégique pour Paris, et bien d'autres	Page 5
Golfe de Guinée : attention à Al-Qaïda au Sahel !	Page 7
Israël-Qatar-Hamas : une entente qui vaut des millions	Page 8
Bourbier. La France doit-elle quitter le Mali ?	Page 10
Le Mali peut-il se passer de l'opération Barkhane ?	Page 11
Nicolas Bouzou : "L'Algérie, notre épée de Damoclès"	Page 14
Les services anti-terroristes redoutent une série d'attaques de Daesh après la levée des restrictions sanitaires	Page 15
Turquie - Europe- Moyen-Orient sur la ligne de fracture	Page 17
« L'aube d'une révolution » : comment se prépare la guerre dans l'espace	Page 25
La dissuasion nucléaire française ne convainc toujours pas en Europe	Page 28
Les armées françaises à la conquête de l'espace	Page 30
La France, une nation toujours influente	Page 32
Recrutement, profils, missions... Zoom sur les agents de la DGSE	Page 35
IN MEMORIAM - Honneur à la Gendarmerie	Page 37



Barochez – Le jeu iranien de dupes du nucléaire

ÉDITO. Souhaité par Joe Biden, le retour des États-Unis au sein de l'accord de 2015 ne suffirait pas à prévenir la bombe iranienne.



Le président iranien Hassan Rohani, le 7 janvier 2021, à Téhéran. © IRANIAN PRESIDENCY / AFP Par Luc de Barochez

Publié le 04/02/2021 à 11h00 - Modifié le 04/02/2021 à 11h44

Les États-Unis de Donald Trump étaient sortis avec fracas, il y a près de trois ans, de l'accord sur le nucléaire iranien. Joe Biden, lui, entend y revenir. Emmanuel Macron et les autres dirigeants européens le soutiennent. Pour autant, est-ce une bonne idée ? L'arrangement de 2015 ne vaut plus que le papier sur lequel il a été écrit. Le dernier président américain, qui stigmatisait « *le pire deal jamais conclu* », n'est pas le seul responsable de ce manquement.

La clique théocratique qui maintient l'Iran en coupe réglée depuis quarante et un ans en porte la plus grande part. Elle n'a jamais renoncé à acquérir la bombe. Elle vient de lancer, en violation de l'accord, le processus d'enrichissement de l'uranium à 20 %. Une fois ce degré atteint, elle ne sera plus qu'à six mois de la fabrication de la bombe. Le chantage nucléaire de Téhéran s'intensifie, à l'approche de l'élection présidentielle iranienne de juin.

Une gifle pour les Européens

La violation délibérée du texte de 2015 est une gifle pour les Européens, qui s'efforcent depuis trois ans de le maintenir en vie. Elle est aussi un défi lancé à Joe Biden, qui pose comme préalable au retour dans l'accord le respect de ses engagements par l'Iran. Celui-ci, au contraire, réclame que Washington abroge d'abord les sanctions qui le frappent.

Depuis la révolution islamique de 1979, marquée par la séquestration de 52 otages américains pendant quatre cent quarante-quatre jours, l'Iran considère son bras de fer avec les États-Unis comme un enjeu existentiel. Washington, à l'inverse, voit l'Iran comme un adversaire à contenir, voire à abattre. Mais la politique de « pression maximale » engagée par Donald Trump a échoué face à la résistance maximale de Téhéran. L'ex-président a quitté la Maison-Blanche, mais le régime dont il souhaitait la chute est toujours là.

Pourtant, l'Iran est ébranlé. Les sanctions américaines l'ont durement touché. Elles s'ajoutent à la faiblesse des cours du pétrole et à l'épidémie de Covid. Le pays n'exporte plus que 300 000 barils de brut par jour contre 2,5 millions auparavant. L'inflation galope à 46 % l'an, le chômage frappe la jeunesse, et le PIB a encore reculé de 3,7 % en 2020 après une chute de 6,8 % en 2019.

Malgré ce marasme économique, malgré l'élimination depuis un an de figures clés comme Qassem Soleimani – le chef de la garde prétorienne du régime, tué par les Américains – ou Mohsen Fakhrizadeh – l'un des pères du programme nucléaire militaire, probablement assassiné par Israël –, l'Iran reste le principal facteur de perturbation au Proche-Orient. Sa politique expansionniste passe par le soutien au Hezbollah libanais, au tyran syrien Bachar el-Assad, aux milices chiites en Irak, à l'organisation houthiste Ansar Allah au Yémen – que Washington vient de désigner comme organisation terroriste – ou au Hamas palestinien.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

L'absence de frein à cet impérialisme nuisible est l'un des principaux défauts de l'accord de 2015. La poursuite par l'Iran de son programme balistique, complément indispensable pour crédibiliser la menace atomique, en est un autre. Le caractère temporaire des clauses limitant le programme nucléaire en est un troisième. La plupart expireront, quoi qu'il arrive, dans quelques années. L'accord tant vanté par les Européens ressemble, de plus en plus, à un jeu de dupes.

Négocier un arrangement plus robuste

Le Proche-Orient a changé depuis 2015. Israël est désormais dans le même camp que les Émirats arabes unis et Bahreïn – avec qui il a signé l'an dernier les « accords d'Abraham » – mais aussi que l'Arabie saoudite, grand rival régional de l'Iran. Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Kochavi, vient de remettre sur la table l'option militaire contre Téhéran. Pour Joe Biden, le risque se situe aussi de ce côté-là. Une conflagration régionale ne ferait pas son affaire alors qu'il veut se concentrer sur le front intérieur américain.

Le président des États-Unis devrait mettre la barre plus haut et négocier avec l'Iran un nouvel arrangement plus solide, plutôt que de revenir au sein de l'accord précédent sans rien obtenir en échange. Le danger, sinon, serait non seulement d'encourager l'Iran à produire la bombe, mais aussi d'ouvrir la porte à la prolifération régionale. L'Arabie et la Turquie, voire l'Égypte, voudraient elles aussi acquérir une telle arme de destruction massive. L'intérêt des Européens – et en premier lieu des puissances nucléaires, la France et le Royaume-Uni – est de fermer la porte à cette perspective.

RD Congo : l'ambassadeur d'Italie tué dans une attaque armée

DRAME. Luca Attanasio, son chauffeur et son garde du corps ont été tués lors d'un convoi du Programme alimentaire mondial, près de Goma.

Luca Attanasio, l'ambassadeur italien en République démocratique du Congo (RDC), tué dans l'est du pays, avait fait l'essentiel de sa carrière extérieure en Afrique, où il était très impliqué dans les projets humanitaires. © HANDOUT / ITALIAN FOREIGN MINISTRY / AFP

Par Le Point Afrique - Publié le 22/02/2021 à 15h10

Les réactions sont très vives ce lundi dans les chancelleries, mais aussi sur les réseaux sociaux, après que l'on a appris de sources diplomatiques et sécuritaires locales la mort de l'ambassadeur d'Italie en République démocratique du Congo, Luca Attanasio, à 43 ans. Le ministère italien des Affaires étrangères a confirmé l'information. « C'est avec une profonde tristesse que le ministère des Affaires étrangères confirme la mort, aujourd'hui à Goma, de l'ambassadeur d'Italie en République démocratique du Congo, Luca Attanasio, et d'un militaire », indique un communiqué. Selon une source diplomatique à Kinshasa, le diplomate a été tué par balle alors qu'il voyageait avec un convoi des Nations unies du Programme alimentaire mondial dans l'est du pays. Il a été blessé grièvement et est ensuite décédé dans un hôpital de la Monusco. Son garde du corps, un militaire italien, Vittorio Iacovacci, ainsi que leur chauffeur sont également décédés.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

« Une attaque lâche »

Le président italien Sergio Mattarella a dénoncé « l'attaque lâche » qui a coûté la vie à son ambassadeur. « La République italienne est en deuil pour ces serviteurs de l'État qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leurs fonctions », a ajouté le président Mattarella en déplorant « l'acte de violence » perpétré alors qu'ils se déplaçaient en voiture dans un convoi de la Monusco, la mission des Casques bleus en RDC.

Le ministre italien des Affaires étrangères Luigi Di Maio, qui se trouvait à Bruxelles pour une réunion avec ses homologues européens, a aussitôt annoncé son retour anticipé à Rome. Charles Michel, le président du Conseil européen, s'est dit « choqué » par « l'attaque » et les « vies perdues, dont celles de l'ambassadeur d'Italie et d'un militaire ». « L'UE restera aux côtés de la RDC et sa population » pour « la sécurité et la paix », a-t-il ajouté sur Twitter en présentant en italien ses condoléances à la famille.

Luca Attanasio, diplomate italien qui aimait l'Afrique

Luca Attanasio, âgé de 43 ans, était ambassadeur en RDC depuis 2018, après être arrivé dans le pays deux ans plus tôt en tant que chef de mission, selon sa biographie officielle. Il était entré dans la carrière diplomatique fin 2003, après des études de commerce à l'université milanaise Luigi-Bocconi. Il avait démarré à la direction des Affaires économiques, avant de travailler sur les questions africaines et la coopération internationale. À l'étranger, il fut d'abord nommé chef de la section économique et commerciale auprès de l'ambassade de Berne (2006-2010), puis consul général à Casablanca au Maroc (2010-2013). Après un passage à Rome, il était aussi devenu conseiller à l'ambassade d'Italie au Nigeria en 2015. « Il était très connu et aimé. Nous sommes consternés », a réagi sur Facebook Alessandro Fermi, le président du conseil régional de Lombardie, région du nord de l'Italie où il est né le 23 mai 1977, à Saronno, près de Milan.

Emanuela Del Re, ex-vice-ministre italienne des Affaires étrangères, a rendu hommage à « un homme doté d'un courage, d'une humanité et d'un professionnalisme hors du commun ». « Je me souviens de son sourire contagieux, sa classe, sa grande connaissance des questions africaines », a ajouté Mme Del Re, qui avait travaillé avec l'ambassadeur sur le rapatriement d'urgence d'une religieuse « très malade ».

En octobre 2020, Luca Attanasio avait reçu le prix Nassiriya de la paix « pour son engagement en faveur de la paix entre les peuples » et « pour avoir contribué à la réalisation d'importants projets humanitaires en se distinguant par son altruisme, son dévouement et son esprit de service en soutien aux personnes en difficulté ». « Tout ce qu'en Italie nous prenons pour acquis ne l'est pas au Congo, où malheureusement il y a encore tant de problèmes à résoudre », avait-il alors déclaré. Luca Attanasio était marié et père de trois filles. Son épouse, Zakia Seddiki, originaire de Casablanca, est fondatrice et présidente d'une ONG, Mama Sofia, qui œuvre dans les régions les plus difficiles de RDC en venant en aide aux jeunes mères et à leurs enfants.

Cette attaque vient rappeler amèrement à la communauté internationale les conflits souvent oubliés qui ravagent depuis vingt-cinq ans l'est de ce vaste pays. De nombreux internautes congolais ont vivement réagi. « Le meurtre de l'ambassadeur d'Italie, de son chauffeur et de son garde du corps illustre de manière éloquente le niveau de dégradation de la situation sécuritaire dans l'est du pays et de la détresse à laquelle sont confrontés nos concitoyens qui vivent dans cette partie du pays », écrit cet internaute. « Choqués par la mort brutale de l'ambassadeur d'Italie, nous présentons nos condoléances à sa famille. Nous sommes offusqués de toutes ces tueries à l'est de la RDC ! Nous ne voulons plus d'un mort de plus ! Le monde entier doit s'impliquer pour que ces horreurs cessent » publie une autre.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Le Nord-Kivu, sanctuaire des groupes armés

Page 5

« Les Forces armées congolaises ratissent pour savoir qui sont les assaillants », a indiqué l'armée congolaise. Dans cette région du nord de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu en proie à la violence, des groupes armés règnent en maître depuis plus de vingt-cinq ans. C'est là où se trouve le parc national des Virunga, joyau naturel, touristique et menacé. Il est devenu le théâtre des conflits, où ces groupes armés se disputent le contrôle des richesses du sol et du sous-sol.

À proximité des lieux du drame se trouvent également les fiefs de la rébellion hutu rwandaise FDLR et des milices hutues congolaises Nyatura. Des rebelles congolais du M-23 sont également localisés dans la zone, d'après un expert du Baromètre sécuritaire du Kivu (KST).

Créé en 1925, le parc national des Virunga est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. Cette réserve s'étend sur 7 769 km², de Goma jusqu'au territoire de Béni, entre montagnes et forêts. Le parc est surveillé par 689 rangers armés, dont au moins 200 ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions, selon ses responsables. Le dernier incident en date remonte à début janvier, quand six rangers ont été tués dans le parc des Virunga. Luca Attanasio est le deuxième ambassadeur européen en fonction tué par balle en RDC, après le Français Philippe Bernard, tué le 28 janvier 1993 lors d'émeutes qui avaient conduit à des pillages à Kinshasa, sous le règne de l'ex-président Mobutu Sese Seko.

Djibouti, confetti à haute valeur stratégique pour Paris, et bien d'autres

Ilot de stabilité prisé dans une région troublée, Djibouti offre un point d'appui stratégique à la France qui compte bien y maintenir sa plus grande base militaire à l'étranger, à l'issue de la renégociation de ses accords de défense avec le petit Etat d'Afrique de l'Est.

Le président Emmanuel Macron devrait recevoir vendredi à l'Élysée son homologue Ismaïl Omar Guelleh, après lui avoir rendu visite en mars 2019.

En ce début février, l'activité des Forces françaises de Djibouti (FFDJ) bat son plein : stage d'aguerrissement désert pour des militaires français et djiboutiens, exercice de police du ciel pour deux Mirage de la base aérienne, entraînement des forces spéciales au posé d'assaut... Sur la base navale, on se prépare aussi à accueillir en mars le porte-avions Charles de Gaulle, le temps d'une halte logistique avant l'océan Indien.

Liée à l'ancienne colonie française par des accord signés en 1977 puis 2011, Paris a de multiples raisons de vouloir conserver sa place sur ce confetti d'un million d'habitants, situé à quelques encablures du détroit stratégique de Bab-el-Mandeb, où transite un grande part du commerce mondial entre Asie et Occident.

Moyennant un loyer annuel de 40 millions de dollars et la défense de l'espace aérien djiboutien, "nous jouissons ici d'une liberté d'action et d'entraînement inégalée", fait valoir le commandant de la base aérienne des FFDJ, le colonel Olivier Saunier.

- Concurrence chinoise -

Surtout, dans cette enclave cernée par les pays en crise, entre Yémen, Erythrée et Somalie, "l'intérêt de notre présence est d'offrir à nos autorités une appréciation de situation", souligne le commandant des FFDJ, le général Stéphane Dupont. De cette base, les 1.500 militaires français peuvent accueillir et projeter rapidement des forces en cas de crise dans la sous-région, vers l'océan Indien ou le Moyen-Orient.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Mais la concurrence est rude. Au cours des vingt dernières années, tandis que le contingent militaire français était divisé par deux, plusieurs grandes puissances ont pris pied à Djibouti, offrant une précieuse rente aux autorités.

Depuis 2002, les Etats-Unis y disposent de leur unique base permanente en Afrique (4.000 soldats), d'où ils mènent des opérations antiterroristes contre les shebabs somaliens et Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). Japonais et Italiens se sont également installés pour contribuer à la lutte contre la piraterie dans la région.

Quant à la Chine, arrivée en 2017, elle possède aujourd'hui un port et une base militaire propres à sécuriser ses énormes intérêts économiques (transports, industrie, énergie...) dans la région.

La Russie, elle, n'est pas loin : en décembre, Moscou a conclu avec le Soudan un accord l'autorisant à créer une base navale pouvant accueillir jusqu'à 300 personnes.

- "Intérêt géo-économique" -

"Plus que jamais, avec le projet chinois des nouvelles Routes de la soie, tout le monde se bat pour le contrôle de la mer Rouge : or, le Somaliland n'est pas encore reconnu, l'Erythrée est un Etat totalitaire, le Soudan est seulement en train de s'ouvrir, c'est la catastrophe au Yémen. Il reste Djibouti", souligne Sonia Le Gouriellec, docteur en sciences politiques et auteur du livre "Djibouti: la diplomatie de géant d'un petit Etat".

A l'heure de renouveler son accord de défense avec Djibouti, qui lui reproche régulièrement son manque d'investissements économiques dans le pays, la France prend soin de vanter les bénéfiques mutuels de ce partenariat. "Notre présence militaire a un côté dissuasif qui contribue grandement à la stabilité et au développement économique de Djibouti", estime le commandant des FFDJ.

En outre, "les militaires français sont les seuls à s'installer ici avec leurs familles et font vivre les écoles, les commerces", à l'inverse des Américains et des Chinois, renchérit le commandant de la base navale des FFDJ, le capitaine de corvette Jean-Yves Piasecki.

"Paris devrait prendre conscience que l'intérêt de Djibouti n'est pas seulement d'ordre géostratégique, il est aussi géo-économique", commentait pour autant en novembre le président djiboutien dans un entretien à Jeune Afrique.

La présence française contribuerait à hauteur de 4% au PIB djiboutien, assure Paris. Et si les relations entre les deux pays ont connu des bas, les vents semblent aujourd'hui favorables.

"Entre la France et Djibouti, c'est +je t'aime moi non plus+", résume Sonia Le Gouriellec. "Quand les Chinois sont arrivés c'était l'euphorie" avec le lancement de grands travaux d'infrastructures financés par Pékin. "Or, aujourd'hui les Djiboutiens ont du mal à rembourser les prêts" consentis par la Chine, qui tient l'essentiel de leur dette. "Du coup la France reste encore le partenaire qui a toujours été là".



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Golfe de Guinée : attention à Al-Qaïda au Sahel !

ALERTE. C'est le renseignement français qui donne l'information. Al-Qaïda au Sahel veut progresser plus au sud, vers les pays côtiers, et s'organise.



Après le Sahel, la contagion djihadiste menace le golfe de Guinée. © Markus Heine / NurPhoto / NurPhoto via

AFP - Par Le Point Afrique (avec AFP)

Publié le 01/02/2021 à 19h49

Al-Qaïda au Sahel développe actuellement un « projet d'expansion » vers le golfe de Guinée, en particulier la Côte d'Ivoire et le Bénin, a assuré ce lundi 1^{er} février Bernard Emié, patron du renseignement extérieur français,

dans une rare intervention publique. Aux côtés de la ministre des Armées Florence Parly, le chef de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) a montré des images d'une réunion, tenue en février 2020, rassemblant dans le centre du Mali les plus hauts responsables locaux de la centrale djihadiste. « L'objet de cette réunion était la préparation d'opérations de grande ampleur sur des bases militaires », a affirmé Bernard Emié sans fournir de détails. « C'est là que les chefs d'Al-Qaïda au Sahel ont conçu leur projet d'expansion vers les pays du golfe de Guinée, a-t-il ajouté. Ces pays sont désormais des cibles eux aussi et pour desserrer l'étau dans lequel ils sont pris et pour s'étendre vers le sud, les terroristes financent déjà des hommes qui se disséminent en Côte d'Ivoire ou au Bénin ». « Des combattants ont également été envoyés aux confins du Nigeria, du Niger et du Tchad », selon le patron du renseignement extérieur français. Le chef de la DGSE, la ministre ainsi que le chef d'état-major des Armées, le général François Lecointre, se sont entretenus dans la matinée sur la base

Contagion

Selon la DGSE, étaient présents à la réunion de février 2020 Abdelmalek Droukdel, chef historique d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Iyad Ag Ghaly, chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, Jnim en arabe) et l'un de ses fidèles adjoints, Amadou Koufa, chef de la katiba (unité de combattants) Macina. Droukdel a été depuis tué en juin par les forces françaises dans le nord du Mali. « Iyad Ag Ghaly incarne la stratégie d'Al-Qaïda au Sahel. Ce n'est pas un homme qui pense le terrorisme, c'est un homme qui le pratique au quotidien. (...) Il n'hésite pas à prendre lui-même les armes », a martelé Bernard Emié.

Ces leaders djihadistes « sont les héritiers direct d'Oussama Ben Laden, ils poursuivent son projet politique, avec l'objectif assumé de commettre des attentats en Occident et en Europe en particulier », a-t-il encore assuré. « La situation en Afrique orientale, depuis les Shebabs de Somalie jusqu'aux infiltrations récentes de l'État islamique au Mozambique, nous préoccupe également beaucoup. »

Quant au Sahel, il est en proie à une myriade de groupes djihadistes, liés soit à Al-Qaïda soit au groupe État islamique (EI), et implantés dans des zones largement délaissées par les pouvoirs centraux.

Des implications concrètes pour l'engagement français

La France déploie 5 100 hommes dans cette région depuis le lancement de l'opération Barkhane en 2014. Le président Emmanuel Macron a confirmé en janvier que Paris s'appropriait à y « ajuster son effort », grâce aux « résultats obtenus » en 2020 et à « l'intervention plus importante de nos partenaires européens ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Un ajustement qui passe par une montée en puissance des alliés de la France, a confirmé la ministre française. « Depuis un an et demi, les Européens ont pleinement pris conscience des enjeux liés à l'expansion des terroristes en Afrique et de la menace de voir une base arrière s'installer au Sahel, comme nous avons pu le connaître au Levant », a-t-elle déclaré devant un parterre de journalistes et d'élus locaux. « Acculé, l'ennemi change ses méthodes, ses moyens d'action et les lieux où il agit », a-t-elle déclaré, pointant aussi les « champs de bataille immatérielle » et les « guerres d'influence et d'informations ». C'est dans ce contexte que le détail du réajustement de Barkhane sera discuté par la France et ses alliés du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad) lors d'un sommet prévu à N'Djamena les 15 et 16 février.

Israël-Qatar-Hamas : une entente qui vaut des millions

L'État hébreu s'est mis d'accord avec Doha pour le versement de 360 millions de dollars afin de payer les salaires des fonctionnaires de Gaza.



Un habitant de Gaza brandit un billet de 100 dollars, soit l'aide mensuelle qu'il a reçue de l'État du Qatar, dans le sud de l'enclave palestinienne, le 20 juin 2019. © Abed Rahim Khatib/Sipa USA/SIPA / Sipa USA / Abed Rahim Khatib/Sipa USA/SIPA - Par Armin Arefi

Il est une alliance, a priori contre-nature, qui ne fait pas les gros titres de la presse, mais qui pourrait sceller le sort de deux millions de Palestiniens. Loin de l'annonce en grande pompe de la normalisation entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn au mois de septembre, l'État hébreu et le Qatar se sont discrètement mis d'accord pour le versement de 360 millions de dollars en faveur de la bande de Gaza. La somme, annoncée ce dimanche par l'agence de presse nationale qatarienne QNA, vise à payer les salaires des fonctionnaires du Hamas, venir en aide aux familles les plus démunies, et à rénover les centrales électriques de la bande côtière, l'un des territoires les plus densément peuplés au monde soumis à un double blocus israélo-égyptien.

Le richissime émirat gazier, qui ne cache pas son soutien aux mouvements se revendiquant des Frères musulmans, dont est issu le Hamas, se porte en réalité au chevet de Gaza depuis 2018, en versant chaque mois jusqu'à 30 millions de dollars au territoire palestinien, contrôlé par le mouvement islamiste. Avec l'accord tacite d'Israël, qui considère pourtant le Hamas comme une organisation terroriste. « Les conditions de vie sont épouvantables à Gaza, qui ne vit que sous oxygène qatarien », rappelle au *Point* le politologue Gilles Kepel, spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain. « Chaque mois, 30 millions de dollars en liquide arrivent à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, puis sont transportés dans des voitures noires, escortées par le Mossad, qui se rendent à la frontière entre Israël et l'Égypte. C'est alors que les Égyptiens prennent le relais et, après avoir prélevé des frais de surveillance, délivrent l'argent au Hamas, qui paie ses fonctionnaires. »

Valises de cash

L'homme qui « porte les valises » du Qatar n'est autre que l'ambassadeur qatarien Mohammed al-Emadi. Nommé émissaire de l'émirat pour la bande de Gaza, ce diplomate chevronné joue également les médiateurs entre Israël et le Hamas pour conclure une trêve de longue durée, en plus de l'Égypte et des Nations unies.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

L'aide qatarienne à la bande de Gaza a été suspendue par Israël en août dernier, en réponse aux ballons incendiaires envoyés chaque semaine par des manifestants palestiniens, et encouragés par le mouvement palestinien, en direction du territoire israélien, provoquant de multiples incendies. Le 1^{er} septembre dernier, en pleine escalade, le président israélien Reuven Rivlin a reçu à Jérusalem Mohammed al-Emadi et l'a publiquement remercié pour « son engagement et ses efforts intenses » visant à apaiser la situation, avant que les versements d'argent qatarien ne reprennent.

« D'un côté, Israël explique que le Hamas est une abomination, et de l'autre, son président remercie le Qatar pour avoir, entre guillemets, permis la survie économique de Gaza », autrement dit d'avoir payé les islamistes palestiniens », souligne Gilles Kepel. Une contradiction qui n'est pas sans rappeler le soutien israélien au Hamas, à ses débuts dans les années 1980, pour faire contrepoids aux laïcs nationalistes du Fatah. « Cela a été une erreur, dans les années 1980, il y a 30 ans », confiait au *Point* en 2014 Yuval Steinitz, ancien ministre israélien du Renseignement, aujourd'hui chargé du portefeuille de l'Énergie. « Certains en Israël ont pensé aider les islamistes – il n'était pas évident à ce moment-là qu'ils allaient devenir djihadistes – afin de contrebalancer le pouvoir des nationalistes. »

« En concertation avec Israël »

Interrogé par *Le Point*, un diplomate israélien confirme que l'État hébreu, qui contrôle la frontière entre Gaza et Israël, donne son aval à ces transferts de fonds après s'être assuré, grâce à un mécanisme spécifique, que l'argent est exclusivement versé à la population palestinienne, et non aux forces armées du Hamas. « L'envoyé du Qatar agit en concertation avec Israël et requiert notre permission pour entrer », souligne-t-il. « Ce mode de fonctionnement est pour le moins habituel », rappelle de son côté le chercheur Xavier Guignard, spécialiste de la Palestine à l'Institut Noria. « Cela permet à Israël de contenir la pression sociale à Gaza sans avoir à assumer le coût économique du blocus, ni de permettre le développement de l'enclave ou le succès de son gouvernement, en raison des sommes limitées versées. »

D'après un rapport de l'ONU publié en novembre 2020, le blocus de Gaza a coûté près de 17 milliards de dollars à l'économie de l'enclave palestinienne, qui a vu son PIB par personne baisser de 27 % et le chômage grimper de 49 % entre 2007 et 2018. La moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de cinq dollars par jour, et le chômage y est un des plus élevés au monde, son taux avoisinant les 52 %. Tenue d'une main de fer par le Hamas depuis son coup d'État de 2007, la minuscule bande de territoire vit au rythme des guerres avec Israël (2009, 2012 et 2014) et des innombrables escalades entre les factions islamistes et l'armée israélienne.

Divisions palestiniennes

Yahya Sinwar, chef du Hamas et Premier ministre à Gaza depuis 2017, est toutefois considéré comme un dirigeant pragmatique qui a fait de l'allègement du blocus l'une de ses priorités malgré son passé de militaire au sein des Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste. Pour rompre son isolement et contrer la normalisation israélo-arabe de 2020, le Hamas s'est récemment mis d'accord avec ses frères ennemis du Fatah, qui forment l'essentiel de l'Autorité palestinienne au pouvoir en Cisjordanie, pour annoncer l'organisation cette année d'élections générales législatives et présidentielle, pour la première fois en quinze ans. Mais la réalisation de celles-ci risque de se heurter au refus d'Israël d'organiser le scrutin à Jérusalem-Est, à l'autoritarisme des deux mouvements ainsi qu'aux divisions toujours tenaces au sein du camp palestinien, qui font le jeu de l'État hébreu. Ainsi, pendant qu'Israël négocie une trêve de longue durée avec le Hamas par l'intermédiaire du Qatar et de l'Égypte, il ne discute plus avec l'Autorité palestinienne depuis bientôt sept ans.



Bourbier. La France doit-elle quitter le Mali ?

Neuf ans après le début de l'entrée en guerre de la France au Mali, des nombreuses voix s'élèvent à Paris et Bamako pour appeler au départ des soldats français. Mais ce désengagement serait lourd de conséquences, analyse le Journal du Mali. En 2013, 73 % d'opinions favorables, en 2019, 59 %... Ils ne sont plus que 49 % des Français à approuver l'opération Barkhane. Une nette détérioration au fil des années de l'adhésion à cette opération. Sans compter le nombre accru de Maliens qui demandent un départ des forces étrangères du Mali.

Aux avant-gardes de cette revendication, le mouvement "Yèrèwolo, debout sur les remparts", qui avait appelé à une mobilisation à Bamako mercredi 20 janvier, jour symbolique du 60e anniversaire de l'armée malienne, pour demander le départ de l'armée française. La manifestation tourna finalement court après que les forces de l'ordre ont gazé la poignée de personnes rassemblées. Pour ce mouvement, "le Mali n'aura jamais la paix tant qu'il ne contrôlera pas son armée et ne jouira pas pleinement de sa souveraineté".

Soupçons de bavure

La relative impopularité de l'opération Barkhane résulte d'un sentiment de lassitude des populations maliennes, en raison de l'enlisement de la crise sécuritaire dans les régions du nord et du centre mais aussi progressivement dans celles du sud du pays [d'abord appelée Serval, l'opération a été lancée en 2012 par la France pour combattre les groupes terroristes au nord du Mali, mais, neuf ans plus tard, la menace s'est accentuée].

Comme pour ne rien arranger, la polémique autour de la frappe de Barkhane à Bounti le 3 janvier 2021 est venue renforcer la vision des Maliens qui souhaitent le retrait de cette force [une vingtaine de personnes ont été tuées alors qu'elles assistaient à un mariage dans ce village du centre du Mali, et certaines voix soupçonnent une bavure de l'armée française, ce que dément Paris].

Le parti d'opposition Sadi a ainsi affirmé que l'armée française avait commis "une tragique bavure, qui a coûté la vie à de nombreux innocents. [...] Vouloir occulter cette réalité et conclure à la présence de terroristes pour justifier une quelconque frappe de l'armée française est une insulte à l'intelligence collective de notre peuple", lit-on dans son communiqué.

Faire rentrer les soldats ?

Alors donc que l'opération Barkhane fait face aux critiques sur son efficacité, la France envisage de réduire l'effectif de son dispositif présent au Sahel. Les 600 soldats supplémentaires déployés en janvier 2020 devraient être prochainement rapatriés. Le sommet conjoint de la France et des pays du G5 Sahel, prévu pour février prochain à N'Djamena, sera l'occasion de prendre une décision.

"Cette réduction des effectifs sera peut-être vue comme un acte de bonne volonté qui pourrait permettre de faire avancer les négociations entre Bamako et les djihadistes, mais elle peut être vue également comme un aveu de faiblesse et encourager les actions contre les soldats restants de Barkhane ou de la Minusma [la force des Nations unies]. Et bien entendu contre les militaires maliens", analyse Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network.

La task force Takuba, qui vise à faire travailler les forces spéciales européennes, pourrait en revanche être renforcée. Mais, là aussi, "on peut s'interroger, parce que les dernières attaques, qui ont été très meurtrières pour la force Barkhane en fin d'année 2020 et en début d'année 2021, pourraient avoir dissuadé les partenaires européens de déployer des effectifs sur le terrain", indique Niagalé Bagayoko.



Il paraît de plus en plus difficile pour une opération extérieure de s'impliquer dans la résolution d'une crise dont les racines font qu'il est extrêmement difficile de n'avoir qu'une approche militaire. "On voit très bien aujourd'hui que cette problématique djihadiste apparaît comme très imbriquée dans d'autres questions, notamment celles des affrontements intracommunautaires ou plus largement entre groupes djihadistes et certaines milices d'autodéfense, ce qui tend à rendre la situation extrêmement complexe", souligne-t-elle.

La faiblesse de l'armée malienne

« Ceux qui prônent un départ immédiat de la France ne feront que précipiter le Mali dans un désastre qui ne dirait pas son nom. Je comprends cette position, parce qu'il y a de plus en plus de morts et de victimes, mais c'est ensemble, avec la communauté internationale, qu'on pourra résoudre ce problème », argue Abdoulaye Tamboura [spécialiste des questions sécuritaires au Sahel].

La véritable alternative ne serait autre qu'un renforcement des capacités des forces armées maliennes, à travers "une formation et des outils de guerre assez efficaces, même en matière de renseignement, ce qui prendra encore quelques années", ajoute celui qui soutient qu'au-delà de Segou [ville située à 240 kilomètres au nord de Bamako] les forces armées maliennes ne maîtrisent plus le terrain, contrairement aux djihadistes aguerris.

C'est pourquoi, si la France n'a pas vocation à "rester éternellement" au Mali, comme l'a plusieurs fois répété la ministre des Affaires étrangères française, l'État malien doit se préparer à trouver des alternatives.
courrierinternational.com

Le Mali peut-il se passer de l'opération Barkhane ?

ANALYSE. La question mérite d'être posée alors qu'une certaine opinion critique Barkhane et que l'armée malienne n'est pas encore capable de faire front seule.



Une partie de l'opinion malienne exige la fin de l'opération Barkhane, comme l'indique cette banderole brandie lors d'une manifestation à Bamako le 21 août 2020. © Annie Risemberg/AFP - Par Boubacar Haidara* pour TheConversation.com - Publié le 05/02/2021 à 20h30

Le 20 janvier 2021, une manifestation était annoncée sur l'emblématique place de l'Indépendance de la capitale malienne, Bamako, pour exiger le départ des troupes françaises du Mali. Ses initiateurs ? Des éléments d'un collectif dénommé « Yèrèwolo », dont certains sont aussi membres du Conseil national de transition – CNT (l'organe législatif de la transition en cours au Mali) ; ainsi que des activistes maliens très actifs sur Facebook. Ces derniers, pour la plupart, résidents en dehors du Mali, notamment en France et aux États-Unis, mais avaient fait le déplacement pour assister à la manifestation. L'activiste franco-bénois Kémi Séba, qui s'est fait connaître par ses prises de position contre les politiques africaines de la France, s'était aussi déplacé à Bamako pour apporter son soutien aux organisateurs de la manifestation. On savait pourtant très bien, dès l'annonce de celle-ci, qu'elle ne recevrait pas l'autorisation des pouvoirs publics, qui n'hésitent désormais pas à évoquer le contexte sanitaire lié à la Covid-19, ainsi que l'état d'urgence en vigueur, pour interdire tout rassemblement public ne recueillant pas leur assentiment.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Des manifestations semblables s'étaient auparavant sporadiquement tenues au Mali et dans d'autres pays sahéliens, poussant le président français Emmanuel Macron à exiger une clarification de la part de ses pairs du G5 Sahel sur leur volonté de maintenir ou non la force Barkhane dans leurs pays respectifs. Cette « convocation » des présidents sahéliens par Macron, dans le cadre du sommet de Pau du 13 janvier 2020, était certainement due au fait que certains parmi eux avaient semblé laisser prospérer les critiques anti-françaises, une manière de masquer leurs propres insuffisances dans la gouvernance sécuritaire de leurs pays. La réponse des présidents africains fut toutefois, sans aucune ambiguïté, favorable au maintien de Barkhane.

Dès sa prise du pouvoir lors du coup d'État du 18 août 2020, la junte actuellement aux affaires à Bamako avait, dans sa première allocution télévisée, rassuré les partenaires internationaux du Mali – au premier plan desquels la France – sur le respect de tous les accords militaires conclus avec le régime déchu. Le soutien des autorités de la transition à la présence militaire française était d'autant plus prévisible que l'actuel président de la transition, Bah N'Daw, avait signé les accords de coopération militaire franco-maliens en tant que ministre de la Défense du président déchu, Ibrahim Boubacar Kéita, en 2014. Dans son allocution du 20 janvier, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'armée malienne, sa position était clairement réaffirmée : « **Je voudrais renouveler la gratitude de notre pays envers la communauté internationale dont les armées sont à nos côtés et dont les soldats risquent leur vie pour la libération de notre pays.** »

Les raisons de la persistance des critiques visant Barkhane

La question du maintien ou non de Barkhane nous semble beaucoup moins importante que celle concernant le comblement du vide qu'un départ prématuré créerait. L'exigence de son départ ne devrait pas précéder les débats sur les différentes possibilités de son remplacement ; et c'est en premier lieu aux Maliens qu'il revient de tenir ces débats.

De ce point de vue, certaines des positions de la France quant à la stratégie à maintenir ont renforcé les réticences et nourri les critiques contre l'opération Barkhane. Paris a très certainement sa propre vision et ses propres calculs, souvent différents de ceux des autorités maliennes. Une de ces questions polémiques concerne l'établissement d'un dialogue avec les groupes djihadistes, voulu par les autorités maliennes, mais rejeté par la France. Cette dernière a toutefois fini par faire évoluer sa position sur la question en ouvrant la voie à des discussions avec des groupes armés – mais uniquement avec des groupes locaux, et non avec ceux à dimension internationale que sont Al-Qaïda et l'État islamique.

En outre, les analyses semblent converger sur la relative inefficacité de l'ensemble des forces armées, nationales et étrangères, dans la sécurisation du Mali et du Sahel ouest-africain en général. Barkhane apparaîtrait de ce point de vue inutile aux yeux de nombreux habitants du Mali. Mais c'est oublier que sa présence, aussi inefficace qu'elle puisse paraître, permet sans doute d'annihiler dans une certaine mesure la capacité d'expansion des groupes armés terroristes qui écument le nord du Mali.

Une grande partie des arguments mobilisés contre Barkhane par ses détracteurs repose également sur des rumeurs. Les soldats français sont tantôt accusés de se livrer à du trafic d'or malien ; de ne pas assister délibérément les Forces armées maliennes (un propos relayé par certains officiels) ; de fournir des motos aux djihadistes ; ou encore de simuler des morts dans leurs rangs.

Le succès des mobilisations contre la présence de Barkhane tient à deux points essentiels : (1) au fait que ses initiateurs ont réussi à faire passer la France, auprès d'une partie de la population, pour responsable de la crise malienne en occultant totalement les responsabilités des acteurs maliens. Et (2) à leur capacité à diffuser massivement ces rumeurs auprès d'une partie importante de la population via les réseaux sociaux.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Ces pratiques sont devenues le « fonds de commerce » de plusieurs activistes maliens présents notamment sur Facebook, et qui communiquent dans la langue locale pour une plus importante audience.

Quels risques en cas de départ prématuré de Barkhane ?

Le contexte qui prévaut au Mali fait qu'il est souvent difficile de soutenir la présence militaire française dans ce pays sans apparaître comme étant à la solde de la France. C'est encore plus le cas pour ceux parmi les intellectuels maliens connus pour avoir (ou pour avoir eu) des liens avec la France.

La réalité est que ceux qui exigent le départ immédiat de Barkhane semblent ne pas connaître la réalité des théâtres d'opérations, et l'extrême complexité de la crise malienne. Ils ne semblent pas non plus s'apercevoir que les forces armées maliennes (FAMa) ne sont pas immédiatement aptes à assurer la relève. Les programmes de formation ainsi que la loi de programmation militaire (un ambitieux investissement de 1 230 milliards de francs CFA, soit 1,8 milliard d'euros) n'ont pas abouti aux résultats escomptés, faute d'une utilisation adéquate et transparente.

Les appels à manifester à Bamako pour exiger le départ des troupes françaises du Mali relèvent essentiellement du « populisme » pour qui connaît un tant soit peu la condition réelle des FAMa, lesquelles manquent de tout : de leadership ; de ressources humaines (un effectif de 20 000 soldats prévus par la loi de programmation militaire (2019) pour un territoire de 1 240 000 km²) ; de formation adéquate ; des matériels nécessaires et adaptés aux théâtres d'opérations ; et même d'eau et de nourriture. Autant de lacunes qui ont un effet négatif sur le moral des troupes déployées sur les théâtres d'opérations, et dont les primes ont longtemps été détournées par leur hiérarchie.

La condition des forces armées maliennes et la nécessité d'un appui de Barkhane

Le 21 novembre 2019, Ibrahima Dahirou Dembélé, à l'époque ministre de la Défense et ex-chef d'état-major des armées, interpellé par des parlementaires, a donné une réponse très instructive sur l'état réel de l'armée malienne ainsi que sur l'apport de Barkhane dans la sécurisation du Mali : « À ce jour, les forces spéciales n'avaient aucun moyen. Quand je suis allé les voir avec les rescapés [lors de l'attaque de Boulikessi le 6 octobre 2019], ils m'ont dit : "On n'a que ces deux bouteilles-là, comment est-ce que vous allez nous donner à boire et à manger ?" »

Au député de la dernière législature Moussa Diarra, connu pour son hostilité à la présence militaire française au Mali, qui s'étonnait de l'inaction de Barkhane lors des attaques contre les FAMa, Ibrahima Dahirou Dembélé répondit que Barkhane avait pour seul but de soutenir les forces armées maliennes et non pas de les remplacer. Et le ministre Dembélé de lancer au parlementaire : « Ce n'est pas en restant à Bamako, en recueillant des rumeurs, que vous allez jouer votre rôle de parlementaire. »

Des infléchissements méritent certainement d'être opérés dans la stratégie actuellement maintenue. Mais, contrairement à ce qu'affirment les détracteurs de Barkhane, le départ précipité de celle-ci ne résoudra pas les problèmes sécuritaires du Mali (d'ailleurs, les autorités politiques et militaires semblent en être bien conscientes). Au contraire, le risque serait que des groupes armés terroristes s'empressent de combler le vide qui se créerait alors, d'autant qu'on peut d'ores et déjà avoir la certitude que les FAMa ne sauraient le faire pour les multiples raisons susmentionnées.

Une autre alternative à la force Barkhane est le G5-Sahel qui avait justement été mis en place dans cette optique. Créé en février 2014, en vue d'être déployé à la fin 2017, à l'initiative des chefs d'État de la région, le G5 Sahel apparaît toujours, comme nous l'avions déjà présenté au moment de son déploiement, comme « un machin mort-né ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Une des options crédibles qui semble exister est une profonde réorientation (perceptible) de l'approche militaire, visant à prendre réellement en compte la complexité des territoires sur lesquels se déploient les forces armées. Des individus et membres de groupes considérés comme terroristes, qui sont recherchés et appréhendés par les forces armées maliennes et françaises, sont des fils et frères qui, dans certains cas, ont tout le soutien de la communauté locale. Ce constat laisse apparaître une profonde porosité sociale et économique entre populations et membres de groupes armés terroristes, rendant ainsi le dialogue à certains endroits indispensable. Car il semble difficile, voire impossible, de combattre des éléments hostiles bénéficiant de la protection et du soutien de la communauté.

En outre, la formation des militaires maliens, et un usage transparent des fonds alloués à l'armée (pour l'équipement et les primes) doivent demeurer un impératif qui garantirait leur autonomie. Mais la politisation des militaires dans le cadre de la transition en cours (à travers une forte militarisation du pouvoir politique à tous les niveaux de la sphère étatique) pourrait avoir l'effet contraire, et aboutir à une perte de vue progressive de l'impératif sécuritaire au profit de l'exercice politique. Cette situation est plus problématique pour l'armée malienne que l'objectif de construction (ou reconstruction) d'une armée professionnelle – avec l'aide des partenaires internationaux du Mali, notamment à travers le programme EUTM – se heurte ici à un objectif différent, à savoir la volonté d'exercice de fonctions éminemment politiques par les militaires.

En l'état actuel de la situation sécuritaire, et compte tenu des capacités insuffisantes des forces armées maliennes et des forces régionales du G5 Sahel, le Mali ne semble pas prêt – dans une perspective à court terme – à se passer de l'opération Barkhane. Celle-ci est certes appelée à prendre fin, mais selon un agenda maîtrisé.

Nicolas Bouzou : "L'Algérie, notre épée de Damoclès"

Dans Le Postillon du Point n° 2263, l'économiste explique que la France doit se préoccuper de l'Algérie, un voisin au bord de l'effondrement économique.



Qu'advient-il quand le pétrole se fera rare pour l'Algérie ? © AFP / FADEL SENNA - Par Nicolas Bouzou* - Publié le 21/01/2016 à 14h16

La révolution des énergies conventionnelles est commencée et ses conséquences pourraient nous surprendre dès cette année, notamment sous la forme de nouvelles vagues migratoires. En 2014, les Etats-Unis sont devenus le principal pays producteur de gaz (devant la Russie) et de pétrole (devant l'Arabie saoudite). L'affaire a pris une ampleur nouvelle fin 2015, quand le Congrès américain a levé l'interdiction de l'exportation du pétrole. Quant au gaz de schiste américain, il vogue déjà sur l'Atlantique sous forme liquide avant d'être regazéifié en Europe. La principale victime de ce basculement économique, l'Opep, a cru qu'elle pouvait tuer les producteurs de pétrole américains en maintenant sa production à un niveau élevé. Cette stratégie s'est violemment retournée contre elle : les progrès techniques réalisés par les puits américains ont permis de diminuer leur seuil de rentabilité. Ainsi, l'Opep a contribué à déprimer les cours et à saper les économies de ses pays membres, au premier rang desquelles l'économie saoudienne. L'Iran se trouve dans une situation moins grave dans la mesure où il va bénéficier dès cette année de la levée des sanctions prévue par l'accord de Vienne sur le nucléaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15



L'effondrement guette, pour des raisons tout à la fois économiques et politiques

Mais, si l'on se soucie des intérêts français, il est un autre Etat qu'on ferait bien de surveiller : l'Algérie. Notre magnifique voisin risque de s'effondrer pour des raisons tout à la fois économiques et politiques. Pourtant, presque personne ne scrute ce pays proche de 40 millions d'habitants (dont l'âge médian est de 28 ans), dans lequel la sécurité est toute relative. L'Algérie est notre principal pays d'exportations dans le monde arabe. Nos entreprises lui vendent d'importantes quantités de céréales, de voitures et de médicaments.

Le drame de l'Algérie, c'est que les gouvernements de l'après-décolonisation, guidés d'abord par le socialisme de Boumediene puis par le simple populisme, ont été incapables de laisser l'économie se diversifier (ou ne l'ont pas voulu). Aujourd'hui, 97 % des recettes d'exportation et 60 % des recettes budgétaires sont liées au pétrole. En raison de la baisse des cours, le déficit budgétaire a explosé à plus de 10 % du PIB en 2015 (30 % si l'on retire la fiscalité sur l'énergie). Le chômage touche déjà 11 % de la population active, sans parler de la frange de la population qui vivote grâce aux aides sociales que l'Etat ne pourra bientôt plus financer. Mais il y a plus : 2016 pourrait marquer le début du délitement de l'Etat.

La fragile nation algérienne, sans cesse sous la menace islamiste, repose sur trois piliers précaires et parfois incohérents : la présidence de la République, occupée par un Bouteflika de plus en plus fantoche, une armée de gérontocrates flanquée de ses services de renseignements et une opinion publique désabusée dont une grande partie rêve de la France.

La chute des prix des hydrocarbures algériens, une crise de succession ou, pis, la conjonction des deux

Comment le reprocher à nos amis algériens ? En outre, les économistes savent bien que, ces prochaines années, pour renforcer sa croissance et financer son Etat-providence, la France devra renforcer ses flux migratoires. Simplement, cela ne peut pas se faire sous la seule influence de facteurs ... exogènes à notre volonté : la chute des prix des hydrocarbures algériens, une crise de succession ou, pis, la conjonction des deux. Or l'intégration des immigrés algériens ne se passe pas comme elle devrait. D'après l'Insee, 26 % des hommes algériens obtiennent un emploi l'année de leur arrivée et seulement 7 % des femmes (données de 2013). Des chiffres catastrophiques. Voilà un argument de plus pour que la France réforme rapidement son marché du travail, libère la construction de logements et clarifie ses valeurs. Car dans ces conditions, Schengen ou pas, les pressions migratoires seront suffisamment fortes pour que nous devions accueillir des milliers d'Algériens supplémentaires. A nous et à eux d'être à la hauteur pour que cela se déroule sans drame.

Les services anti-terroristes redoutent une série d'attaques de Daesh après la levée des restrictions sanitaires

Quand l'épidémie de covid-19 a commencé à se répandre, les dirigeants de l'État islamique [EI ou Daesh] y ont d'abord vu un « punition divine de l'arrogance et de l'impiété ». Mais comme le coronavirus ne s'attaque pas aux individus en fonction de leurs croyances, ils ont bien été forcés de revoir leur jugement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Cela étant, d'après le dernier rapport de l'équipe analytique de surveillance et de suivi des sanctions prises par les Nations unies à l'égard de la mouvance jihadiste, Daesh a ensuite envisagé une « militarisation » du virus, qui aurait consisté à envoyer des militants infectés pour contaminer ses « adversaires ». Mais cela n'a, a priori, pas été suivi d'effet.

Reste que les mesures sanitaires [restrictions dans les déplacements, confinements, couvre-feu, etc] ont compliqué les opérations de Daesh, ses membres ne pouvant « pas facilement se déplacer, se réunir, lever des fonds ou opérer dans des zones de non-conflit », ce qui s'est traduit, note le rapport, par des « difficultés encore plus grandes en matière de planification par le groupe d'attaques à fort impact. » Ce qui n'a toutefois pas empêché des attaques isolées, comme l'ont malheureusement montré l'assassinat de Samuel Paty, l'attaque devant les anciens locaux de Charlie Hebdo ainsi que celles commises à Nice et à Vienne [Autriche]. Aussi, et « tandis qu'un nombre record de personnes soumises à des restrictions de mouvement ont passé plus de temps en ligne », l'équipe de suivi estime que Daesh en a profité pour diffuser sa propagande.

« Pendant cette période, des menaces peuvent s'accumuler sans être décelées et se manifester en temps voulu », affirme le rapport. Et, selon lui, les États membres « estiment que Daesh prévoit de mettre fin à sa marginalisation dans les médias et compte, au fur et à mesure que les restrictions s'assoupliront en divers lieux, mener une série d'attaques qu'il aura planifiées », que ce sont dans les zones de conflit ou dans celles de non-conflit. Ces dernières pourraient même être davantage exposées à la menace, la pression économique et politique de la pandémie portant à croire que la menace va « également croître à plus long terme », est-il expliqué dans le document.

Toujours selon ce rapport, la « direction générale des provinces » de Daesh est « essentielle pour revitaliser les capacités du groupe à mener des opérations extérieures. »

« Mieux les provinces éloignées sont établies, et plus les zones de conflit dans lesquelles bon nombre de combattants sont insérés deviennent instables, plus la menace extérieure éventuelle acquiert de l'importance. Il existe des synergies entre les zones de conflit et les zones de non-conflit, de sorte que si l'on ne s'occupe pas des premières, la sécurité à long terme dans les secondes diminuera », explique l'équipe de suivi des Nations unies, pour qui la « menace dirigée et activée par Daesh s'accroîtra en toute probabilité si elle n'est pas écartée au moyen d'une pression antiterroriste constante. »

En attendant, la menace principale vient des individus isolés et auto-radicalisés, d'autant plus qu'il est compliqué de les surveiller et d'enquêter à leur sujet.

Des États membres, relate le rapport, ont « noté qu'un individu pouvait se joindre à des réseaux de migrants clandestins et commettre une attaque en Europe en un laps de temps très court, mettant à profit les mouvements d'Afrique du Nord, l'échec de la gestion des migrants clandestins débarquant dans des ports d'Europe, et l'absence de refoulement de ces derniers vers les ports d'origine. » En outre, poursuit-il, le « rôle des diasporas est également fondamental, du fait qu'elles peuvent accueillir les nouveaux venus et assurer la liaison avec des éléments extrémistes dans le pays d'origine. »

Enfin, au regard des dernières attaques commises en France, en Allemagne et en Autriche, des tendances « inquiétantes » ont été décelées par « des États membres européens. »

Et le rapport de citer le « mécontentement d'individus qui sont souvent isolés, même s'ils font partie d'un milieu radical, la « mondialisation des motivations et des références à des chefs mondiaux, qui sont éloignés des doléances locales », « l'absence de compétences techniques avancées parmi les assaillants », la «



spontanéité et l'absence de préparation » ainsi que la « brutalité, notamment de jeunes assaillants qui n'ont pas l'expérience d'une violence extrême et agissent avec une grande cruauté, sans manifester d'émotion. » En outre, il est fait également état d'un autre problème auquel sont confrontés les services anti-terroristes : celui de l'évolution rapide, de la complexité et du nombre d'outils numériques dont disposent les groupes terroristes, notamment via le Dark Web et les messageries chiffrées.

« Pour établir une distinction entre des attaques commanditées, facilités ou encouragées par Daesh, il faut mener des enquêtes plus longues que par le passé », relève l'équipe de suivi. Et l'on s'aperçoit ainsi que beaucoup d'attaques a priori commises par des individus isolés avaient en réalité été « facilitées par d'autres individus ou réseaux terroristes au moyen de la fourniture d'armes, de voitures ou de fausses pièces d'identité, entre autres », conclut-elle.

opex360.com

Turquie – Europe - Moyen-Orient sur la ligne de fracture

Il y a cinq ans à peine, certains spécialistes considéraient que la Méditerranée n'était plus au cœur d'enjeux stratégiques majeurs. Aujourd'hui, la crise turco-grecque en Méditerranée orientale nous ramène à un simple constat, le bassin méditerranéen qui syncrétise toutes les cultures est, depuis le VIII^e siècle, l'épicentre des affrontements entre deux civilisations majeures, la civilisation chrétienne et la civilisation musulmane, avec des flux et des reflux (Al-Andalus en espagnol, entre 711 (premier débarquement) et 1492 (chute de Grenade)).

Avec la montée des islamismes radicaux, dont l'affaiblissement du christianisme est l'une des causes, (la nature a horreur du vide) la confrontation entre ces deux civilisations a repris tout son sens. C'est ce qui sous-tend toutes les compétitions et les « belligérances » que l'on ne saurait résumer aux seuls conflits économique-stratégiques. Par ailleurs, on ne saurait détacher la crise en Méditerranée orientale de toutes les crises du pourtour méditerranéen, au sens le plus large possible.

L'histoire des peuples méditerranéens a été écrite de manière différente par les uns et n'est pas forcément acceptée par les autres. L'histoire de Carthage et celle de la Gaule sont écrites par les Romains, celle des « Berbères » est écrite par les Arabes puis les Ottomans, celle de l'Europe moderne par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, essentiellement les USA.

L'histoire de la décolonisation n'est pas encore réellement écrite et on voit bien les problèmes que cela cause. Qui ose encore dire que l'Algérie, avant d'être colonisée en 1830 par la France et jusqu'en 1962, soit durant 132 ans, a été occupée par les Ottomans dès 1515 et pour plus de 3 siècles ? Il serait certainement utile de l'enseigner dans nos écoles.

La Méditerranée est différente selon qu'on la regarde depuis le détroit de Gibraltar ou à partir du Bosphore. Alors, de quelle Méditerranée parle-t-on ?

Ceux qui ont voyagé par la mer entre Athènes et Istanbul et entre Istanbul en Turquie et Sotchi en Russie puis Sébastopol en Ukraine et Constanta en Roumanie en comprennent à la fois toute la richesse et la complexité.

Le grand espace méditerranéen inclut aussi par extension la mer Noire. De la mer de Marmara à la mer d'Azov, de la mer Egée au large de la Sicile à la mer du Levant au large d'Alexandrie nous sommes sur un continuum de fractures au sens tectonique du terme. C'est au long de ces lignes de fractures et de tensions que les conflits se développent, tels des séismes lorsque les grandes plaques tectoniques s'affrontent.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Sur le temps long, la Méditerranée n'a jamais connu la paix, depuis les guerres antiques en passant par les guerres balkaniques, la première guerre mondiale, la seconde, la guerre gréco-turque, les guerres coloniales...

Aujourd'hui, l'esprit inconscient des peuples, certains spécialistes parleraient de traces mnésiques inconscientes dans lesquelles les masses conservent les impressions du passé, ressurgit. Les peuples possèdent une culture profonde et une mémoire collective enfouie, ils gardent en eux les blessures subies au cours de siècles et certaines attitudes agressives de dirigeants obéissent à ces désirs de réparation.

L'effondrement de la Yougoslavie après la disparition de Tito en est un exemple parmi d'autres, il a fait renaître la concurrence culturelle entre les peuples serbe, croate, slovène, etc.

C'est un fait, lorsqu'on tente d'étouffer la question des nationalités liée à la diversité des cultures et des religions, celle-ci revient en force.

C'est la raison pour laquelle on ne peut comprendre les tensions en Méditerranée orientale sans tenir compte du profond attachement des peuples à leurs racines, à leur religion et à leur histoire. Cet attachement appartient à leur inconscient profond, mais il faut se souvenir que la guerre n'est pas une seulement une transgression mais aussi une expression.

Le projet de la Turquie de reprendre une place en Méditerranée qui lui fut, selon elle, confisquée par la volonté des grandes puissances de l'époque (France-Angleterre) obéit à ce sentiment, celui d'avoir subi une injustice et de tout faire pour la réparer.

Déjà, dès le XV^e siècle, l'empire ottoman est sur le déclin. Lors de la bataille de Lépante le 7 octobre 1571, (Cervantès y avait perdu un bras d'où son surnom « le manchot de Lépante - El manco de Lepanto ») les Ottomans d'Ali Pacha sont défaits par la flotte alliée des Vénitiens, des Espagnols et de la papauté dirigée par Don Juan d'Autriche. C'est ce qui marque la fin de la puissance maritime ottomane en Europe. Mais il faudra attendre 1923 pour que l'empire s'effondre définitivement avec la création de la Turquie moderne.

Alliée aux Austro-Hongrois et aux Allemands lors de la seconde guerre mondiale, la Turquie s'est retrouvée dans le camp des vaincus. Le traité de Sèvres, conclu le 1^{er} août 1920, lui est extrêmement sévère, les territoires à majorité arabe, (Syrie, Palestine, Liban, Mésopotamie, Hedjaz, Asir, Yémen) sont détachés de l'Empire et ceux du croissant fertile (qui traverse les États actuels d'Israël, de Palestine, de Jordanie, de Syrie, du Liban, le sud-est de la Turquie, le nord et l'est de l'Irak, et le nord-ouest de l'Iran) sont placés par décision de la Société des Nations sous mandats britannique et français (accord Sykes-Picot).

C'est en fait une décolonisation contrainte. La côte égéenne est occupée par les Grecs et les Italiens, les détroits des Dardanelles et du Bosphore, verrous stratégiques, échappent à la souveraineté turque, la majeure partie de la Thrace devient grecque. L'Arménie au nord-est se détache et un Kurdistan est envisagé à l'est. L'Empire ne conserve sa pleine souveraineté qu'en Anatolie centrale et septentrionale. C'est la fin définitive de l'hégémonie de la Turquie dont les fondements remontent au XIII^e siècle.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, possède une soif de pouvoir et de domination qui ne souffre aucune contestation, tout en jouant sur l'exaltation du sentiment national en le sublimant. Le retour en force d'un islamisme qui ressemble à s'y méprendre à un islamisme d'Etat n'en est qu'une conséquence.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Sa politique interventionniste est donc dictée autant par des raisons intérieures que par des raisons stratégiques (c'est un bien grand mot pour un tel personnage) extérieures.

La Turquie en réalité ne sait plus où elle se situe, elle est en déséquilibre sur cette ligne de fracture qui partage l'Asie et l'Occident et de rupture entre les grandes religions monothéistes. Elle est par ailleurs, d'une certaine manière prisonnière par son appartenance à l'Otan, signataire malgré elle d'une charte (celle du traité de l'Atlantique nord) qui va l'encontre même de sa culture. Cette charte stipulant dans son article 1 : que les pays signataires sont « déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit ».

Nous sommes bien loin de l'intelligence d'un Poutine qui offre à son pays une ligne claire, sur laquelle on peut être en désaccord, mais qui obéit à une certaine prévisibilité, mettant ainsi en concordance son discours et ses actes, tout en se donnant les moyens diplomatiques et militaires de les appliquer.

Si Erdogan se sent pousser des ailes, c'est essentiellement à cause de notre faiblesse (celle de l'Occident). Nous avons fermé les yeux sur les liens que la Turquie entretenait, au nez et aux yeux de tous, avec l'Etat Islamique du Levant en Syrie (Daesh), même si d'apparence la Turquie faisait partie de la coalition. On a fermé les yeux sur la répression des Kurdes, (1) on n'a réagi que tardivement et en ordre dispersé devant ses velléités de reconquête. « Nous allons déchirer les cartes », celles qui établissent les frontières maritimes actuelles entre la Grèce et la Turquie, et « nous reprendrons ce qui nous revient de droit dans la mer Egée ».

Seuls la France, l'Italie et la Crète ont répondu par des discours de fermeté et des gesticulations militaires. C'était bien le moins que l'on pût faire.

Erdogan se prend pour un grand sultan, il n'est que mamamouchi, à ce jeu d'affirmation de soi, il risque d'y perdre quelques turbans.

Contrairement à beaucoup d'experts, je pense qu'il a au moins une qualité, celle de connaître ses limites. Il ne franchira pas, pour l'instant, la ligne rouge fixée en Méditerranée orientale, à condition de la maintenir avec fermeté, ce qu'a tenté de faire la France avec sa présence marquée avec des frégates et par sa vente de Rafale à la Grèce.

Les déclarations d'Emmanuel Macron sur une Alliance Atlantique en état de "mort cérébrale", sont un signe de la prise de conscience que tout est lié. Mais il est bien seul. Ni les Etats-Unis, ni l'OTAN, ni l'Europe par la voie de l'Allemagne, ne semblent s'aligner sur cette position.

Cette ligne rouge sera-t-elle suffisante ? En tout cas, cela a déjà eu des effets de repli de sa part qui n'est probablement que provisoire.

Certes, Erdogan a exprimé récemment son intention de « remettre sur les rails » ses relations avec Bruxelles devant les ambassadeurs des pays européens qu'il avait réunis à Ankara. « Nous espérons que nos amis européens montreront la même volonté ».

En réalité, son objectif est de diviser les Européens, ce qui ne sera pas un exploit, compte tenu du fait qu'ils le sont déjà. Récemment, il a rouvert ses frontières aux réfugiés (dans le but de s'en servir comme un nouvel objet de chantage ?) et continue discrètement et habilement à violer l'embargo sur les armes en Libye.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Une fois de plus la France se retrouve un peu seule avec l'Italie et la Grèce et les sanctions économiques souhaitées à l'encontre de la Turquie se heurtent comme d'habitude à l'Allemagne qui fait passer son intérêt mercantile avant celui de la communauté en leur vendant des sous-marins (2). Compte tenu de la présence sur son territoire de 3 millions de Turcs, la chancelière Merkel ne souhaite pas un affrontement avec Erdogan. Un esprit chagrin pourrait aussi évoquer le rôle passif du gouvernement allemand de Theobald von Bethmann Hollweg qui était informé des plans génocidaires de l'Empire ottoman dès 1912, tout en décidant de ne rien faire (3). De là à penser que la chancelière Merkel reste prudente en raison de cette faute qui pourrait être mise à profit par l'agitprop turque, je ne franchirais pas le pas. Mais tout est dans tout et réciproquement...

La Turquie intervient ou est intervenue dans cinq conflits différents, successivement ou simultanément. Le Haut-Karabakh, la Syrie, la Libye, Chypre et la mer Egée traduisent une constance, profiter des opportunités et être présente là où nous brillons par notre faiblesse ou notre absence.

Si on analyse succinctement chacun de ces conflits et du point de vue turc, ils reposent tous sur des contestations territoriales et ethniques.

Dans le Haut Karabagh, l'accord conclu par l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sous l'égide de la Russie, qui met fin à quarante-quatre jours de combats meurtriers pour la possession du Artsakh, consacre une victoire militaire azerbaïdjanaise, ce qui fait dire à Erdogan : « « Nous, la Turquie et le peuple turc, avons ressenti dans notre cœur depuis vingt-huit ans, avec nos frères azerbaïdjanais, cette douleur de l'occupation. La joie de nos frères azerbaïdjanais est notre joie, leur fierté est notre fierté » tout en affirmant que "la lutte" de son allié contre l'Arménie devait se poursuivre.

Le terrain d'affrontement se situe autant, sinon plus, sur le terrain culturel et religieux que sur le fait de récupérer quelques territoires perdus. 97% des Arméniens appartiennent à l'Église apostolique arménienne (église orientale qui s'est déclarée indépendante en 374 (avant le concile de Chalcédoine de 451), les Azerbaïdjanais sont musulmans à 96,9% et 75 % sont chiites. Or, le Haut-Karabagh est peuplé d'Arméniens à (95 %) et lutte pour son indépendance ou son rattachement à l'Arménie. Le 2 septembre 1991, il avait déclaré son indépendance qui ne fut reconnue par aucun État membre de l'ONU.

Et aujourd'hui nous déplorons l'exode des populations et la destruction des lieux de culte !

Il est curieux qu'à cette occasion personne n'a évoqué le génocide des Arméniens sur le territoire turc qui fut comparable à la Shoah, par son organisation et sa systématisation (4).

La reprise du haut Karabagh par l'Azerbaïdjan est donc une manière déguisée d'éliminer une poche chrétienne sur un territoire totalement musulman. Le fantôme de Mustafa Kemal Atatürk doit se retourner dans sa tombe, lui qui disait « L'homme politique qui a besoin des secours de la religion pour gouverner n'est qu'un lâche ! Or, jamais un lâche ne devrait être investi des fonctions de chef de l'État ». Tout le contraire d'Erdogan.

En Syrie, le traumatisme qu'aurait subi les Turcs à cause des Arabes, en particulier les Syriens sous l'égide du roi Fayçal, accusés au XXème siècle comme ayant pactisé avec les Occidentaux contre les Turcs afin de prendre Damas fait partie des raisons pour lesquelles la Turquie d'Erdogan intervient contre le régime syrien. Le mythe des « traîtres » arabes dans l'imaginaire collectif turc reste fortement ancré.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

De nombreuses tensions sont aussi liées à des controverses sur la frontière entre les deux pays, telle que la question du partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate et qui plongent leurs racines dans la période de protectorat européen sur la région.

La question kurde est aussi l'un des aspects essentiels des tensions entre les deux pays et les États-Unis se joignent également à la pression sur Damas concernant la présence du PKK sur le sol syrien.

Chypre et la mer Egée : les tensions actuelles entre la Grèce et la Turquie ne sont pas nouvelles, elles datent de plus d'un siècle. Les deux pays se sont déjà opposés dans les années 1970 puis en 1987, à nouveau en 1996 en se disputant la souveraineté d'îlots.

Mais expliquer le problème par des convoitises liées aux simples recherches gazières relève d'une approche simpliste. Depuis que la Grèce, soumise à l'empire Ottoman, a gagné son indépendance en 1821, les deux pays sont entrés en guerre à quatre reprises, en 1897 lors de la guerre dite des 30 jours avec une victoire militaire turque et une victoire diplomatique grecque, lors des guerres balkaniques de 1912 à 1913, puis lors de la première guerre mondiale de 1915 à 1918. De 1919 à 1922, la Grèce s'oppose aux révolutionnaires turcs kémalistes.

Il s'agit là aussi d'un affrontement entre deux mondes, les Grecs sont orthodoxes à 90%, alors que 83 % de la population turque est musulmane et parmi celle-ci, 80-85 % des musulmans sont sunnites et 15-20 % sont chiites (ce qui posera un problème à terme).

Ceux qui ne veulent pas voir un antagonisme culturel fondamental sont borgnes. L'église orthodoxe est restée plus proche du christianisme des origines par le dogme, or c'est la religion la plus proche de celle qui est pratiquée par les chrétiens d'Orient, qui sont actuellement l'objet d'une discrimination insupportable, voire d'une élimination.

Cette différence culturelle et religieuse n'explique pas la totalité des confrontations mais le fond du tableau ne peut être ignoré.

Face à ces tensions et au danger de déstabilisation de l'OTAN (la Grèce tout comme la Turquie font partie de l'OTAN depuis 1952), Jens Stoltenberg secrétaire général de l'OTAN a mis en place un mécanisme dit de « déconfliction » « pour réduire le risque d'incident et d'accident dans la région ». Cette politique de « déconfliction » en bon français de désescalade ne résout pas le problème de fond, celui de la redistribution des cartes. On pourrait s'interroger sur la motivation de la Turquie kémaliste de faire partie du bloc occidental, son adhésion à l'OTAN n'allait pas forcément de soi. Je renvoie à un article assez complet, rédigé par les comités Europe et Moyen-Orient et monde arabe des Jeunes IHEDN. Je note qu'il faudrait revenir sur le fait que la Turquie est considérée par l'Alliance atlantique comme un élément essentiel de la stabilité de cette région (5), ce qui est clairement le cas de la position française.

Pour les États-Unis, le choix entre la Grèce et la Turquie n'est pas « choix de Sophie » mais un choix de sophisme... Il n'y a pas de choix. La Turquie reste encore, aux yeux des Américains, un rempart essentiel à la défense du flanc sud contre la Russie. Certains stratèges américains influents n'ont pas intégré tout à fait la chute de l'URSS et considère sans nuance Poutine comme un affreux dictateur, réel danger pour la paix dans le monde. Ils ne sont pas les seuls, mais ils sont les seuls à pouvoir orienter la politique de l'OTAN en désignant pour l'Europe un seul adversaire, le sien.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

La Turquie continue donc du point de vue américain à être une pièce stratégique majeure face à la Russie, à la fois plateforme logistique et base nucléaire de l'OTAN. Les sanctions contre la Turquie pour son acquisition du système de défense antiaérienne russe S-400, qui interdisent désormais l'attribution de tout permis d'exportation d'armes à l'agence gouvernementale turque concernée, a sorti la Turquie de la famille F35, ne sauraient durer longtemps. Un compromis est en cours et les USA seraient prêts à leur fournir des missiles Patriot si les S400 Triumph n'étaient pas activés...

Il faudra donc observer de près la position de la nouvelle administration américaine avec l'élection de Biden, mais aussi la position de Moscou qui ne peut être qu'évolutive à cause de la situation en Libye, de leur antagonisme en Syrie.

Les relations détestables entre la France et la Turquie, et plus particulièrement entre les Présidents Macron et Erdogan, traduisent bien évidemment de nombreuses tensions entre les deux Nations. Mais là aussi ces tensions sont d'ordre « culturels ». La dissolution du groupe ultranationaliste turc des « Loups gris », dont de nombreux membres soutiennent le président Recep Tayyip Erdogan et qui faisait planer des rétorsions contre les Arméniens en France, a déclenché chez Erdogan des réactions haineuses. L'attitude de la France avec ses lois et l'interdiction partielle du port du voile est considérée comme discriminatoire envers les musulmans. "Tout ce qu'on peut dire d'un chef d'Etat qui traite des millions de membres de communautés religieuses différentes de cette manière, c'est : allez d'abord faire des examens de santé mentale". Le président turc a aussi dénoncé comme une provocation les déclarations du président français lors de la présentation du projet de loi pour lutter contre les séparatismes notamment le "séparatisme islamiste". Par ailleurs, la polémique a été relancée par le président Erdogan après l'hommage national à Samuel Paty.

Cet aspect du problème est fondamental, la lutte d'Erdogan est globale, elle est prosélyte et ne se résume pas aux uniques tensions internationales. Ces menaces ne sont pas fictives, son influence sur la communauté musulmane par le biais des Imans payés par son gouvernement sur le sol de France en est un exemple flagrant.

La France, en défendant sa vision de la laïcité, se retrouve totalement isolée sur le plan international et incomprise par ses amis réputés les plus proches.

Nous sommes en total désaccord sur la Syrie, la Libye et la Méditerranée orientale. Fin octobre 2020, Recep Tayyip Erdogan a appelé à boycotter les produits français, accusant son homologue français Emmanuel Macron « d'islamophobie » pour avoir défendu le droit de caricaturer le prophète Mahomet et de mener une « campagne de haine » contre l'islam et mis en cause son « état de santé mentale ».

La riposte française est ferme d'apparence, vente de Rafale à la Grèce et possibilité de vente de frégates, en dépit du « coup de pied en vache » des Etats-Unis. Ses effets seraient encore plus déterminants si nous avions su préserver une souveraineté suffisante pour faire entendre une voix différente.

Le monde est privé de cette parole libre française qui faisait de la France une Nation différente des autres et écoutée. Aujourd'hui, il serait probablement impossible pour un président français de refuser la participation de la France à un conflit non souhaité, comme l'avait fait Chirac à propos de l'Irak. Il fut, je le crains, le dernier héritier de la vision gaullienne de la France, notre intégration à l'OTAN a signé désormais la fin ultime de notre indépendance nationale, la mondialisation et l'intégration européenne ont fait le reste.

En Libye, la France soutient officiellement, mais mollement, le général Haftar à la tête du LNA, (reçu par Emmanuel Macron, quatre fois en trois ans) probablement pour des raisons d'intérêts stratégiques avec les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, qui le soutiennent aussi. Tout cela sans grand succès puisque la Turquie, qui soutient le GNA de Tripoli y envoie des mercenaires syriens, des drones chinois et a installé deux bases permanentes à l'ouest du pays, à al-Watiya où les Turcs entretiennent des F-16, des drones Bayraktar TB-2 et Anka-S appuyés par un système de défense aérienne MIM 23.

La guerre pour les grecs anciens était naturelle, les périodes de paix une simple trêve, c'est ce que nous avons vécu en Europe jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Ce temps semble révolu.

Nous avons en cette période des alliés hostiles et des ennemis qui pourraient devenir des alliés de circonstance. Si Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, qui n'était pas en manque de mots, pouvait nous parler, il serait enclin à nous dire à propos de la situation actuelle "Qui n'a pas les moyens de ses ambitions a tous les soucis." Nous avons, en effet, les soucis et certainement pas les moyens de nos ambitions. Nous devons engager aussi un réel effort pour que notre diplomatie ait une politique beaucoup plus ambitieuse et plus en lien avec la réalité.

Israël, par exemple, est l'un des pays non européens avec qui la Turquie a le plus intensifié ses échanges commerciaux depuis les années 1980. Ce jeu particulier d'Israël, encouragé par Washington, traduit à lui seul toute la complexité des relations internationales au Moyen-Orient.

La liste des pays arabes en lien avec l'Etat hébreu n'arrête pas de s'allonger. Le Maroc a annoncé qu'il ouvrait la discussion avec Tel-Aviv et de manière concomitante les USA ont vendu des hélicoptères Apache au Maroc. Des paroles suivies par des actes avec les Accords d'Abraham, auxquels s'est également joint le Bahreïn. Le 23 octobre 2020, c'était au tour du Soudan de mettre fin à son statut de guerre avec Israël. « Le cercle vicieux du boycott et de l'hostilité a été brisé, menant une fin progressive au conflit israélo-arabe même si les relations avec les Palestiniens ne se sont pas améliorées », commente Ehud Yaari, expert israélien des relations avec le monde arabe auprès du Washington Institute for Near East Policy.

Suivre le marché des ventes d'armes au MENA (Moyen-Orient Afrique du nord) traduit assez bien le bouleversement des alliances qui est en cours.

Les États-Unis de 2015 à 2019 ont été le premier exportateur d'armes dans 13 pays de la région MENA, fournissant près de la moitié (48%) des armes de la région. La Russie suit avec 17%, puis la France (11%), le Royaume-Uni (5%) et l'Allemagne (5%).

Le Maroc est en tête de la région MENA en termes de pourcentage d'armes acquises aux États-Unis avec 91% des armes, le reste provient de la France (9%) et du Royaume-Uni (0,3%).

Nous avons là approximativement en pourcentage le niveau d'influence auquel nous nous situons.

Nous sommes probablement à un tournant de notre histoire, les ambitions des dictateurs naissent toutes de la faiblesse des nations. La situation que nous vivons relève d'un scénario que personne n'aurait pu imaginer il y a un an à peine. Qui aurait pu imaginer les effets d'une crise pandémique mondiale ? Qui aujourd'hui est en mesure de prédire l'avenir ?

Dans l'Antiquité, l'haruspice interprétait la volonté divine en lisant dans les entrailles d'un animal sacrifié. Je ne pratique pas l'hiérosophie. Je devine cependant que plus que jamais nous devrions choisir entre la soumission et la résistance.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Nous vivons en ce siècle une tragédie grecque aux origines religieuses et civilisationnelles indéniables dont les Etats en sont les personnages. Dans ce théâtre de Dionysos, ils attendent leur tour, Israël, Egypte, Iran, Russie, Palestine et bien d'autres. La situation reste relativement imprévisible dans le détail et prévisible dans sa généralité. À la fin, il y a toujours des victimes et un ou plusieurs meurtriers. Souvent c'est le plus proche ami qui tue.

Aujourd'hui, nous en sommes encore qu'au prologue, d'autres épisodes restent à venir, entre chœur et acteur la répartition reste encore floue, mais dans la vraie vie, ce n'est pas toujours le spectateur qui a la meilleure place.

Alors, d'autres acteurs peuvent entrer dans la danse. Aristote faisait de la péripétie (6) l'une des caractéristiques de la tragédie, il la décrit comme « un changement en sens contraire dans les faits qui s'accomplissent, nous pourrions dans un futur très proche vivre une telle péripétie.

(1) Le problème kurde source de conflit, par Eric Rouleau (Le Monde diplomatique, février 1959) (mondediplomatique.fr) "La Turquie est importante pour l'OTAN", selon le secrétaire général de l'organisation | Euronews

(2) En effet, quand Ankara lança son offensive contre les milices kurdes syriennes en octobre 2019, Berlin a décidé de suspendre les livraisons d'équipements militaires susceptibles d'être utilisés lors de cette opération. En revanche, les exportations concernant le domaine naval ne sont pas concernées par cette mesure. Or, en 2009, le gouvernement allemand avait approuvé la vente, par le constructeur naval ThyssenKrupp Marine Systems [TKMS], de six sous-marins de Type 214T à la Turquie, avec une garantie financière de 2,5 milliards d'euros. Et cela, dans le cadre d'une licence attribuée à Gölcük Naval Shipyard. » La vente à la Turquie de six sous-marins de Type 214T fait des vagues en Allemagne | Zone Militaire (opex360.com).

(3) Rôle de l'Allemagne dans Génocide arménien — Wikipédia (wikipedia.org) Le rôle de l'Allemagne a longtemps été sous-évalué et fait encore l'objet de controverses⁶¹. L'Allemagne avait déjà été muette lors des massacres hamidiens de 1894-1896. Cette position était considérée comme résultant d'une forme de *realpolitik*, l'Allemagne ayant d'énormes intérêts stratégiques et économiques en Turquie et se contentant de défendre une position de « non-ingérence ». Bien que le gouvernement allemand n'ait pas pris part activement aux massacres, les études récentes montrent que l'Allemagne était informée des plans génocidaires de l'Empire ottoman dès 1912⁶², et décida de ne rien faire, comme le confirma Henry Morgenthau à propos de Hans Freiherr von Wangenheim, qui déclara qu'il « ne fera rien pour [aider] les Arméniens »⁶³. De même, la participation à la préparation et la mise en œuvre des massacres par certains fonctionnaires et militaires allemands en poste dans l'Empire ottoman a été mise au jour. À partir des archives allemandes et autrichiennes, Vahakn Dadrian évoque l'exemple du général Fritz Bronsart von Schellendorf, vice chef d'état major ottoman, qui signa des ordres de déportation dans lesquels il demande que de « sévères mesures » soient prises à l'encontre des bataillons de travail arméniens... (de) Jürgen Gottschlich, *Beihilfe zum Völkermord : Deutschlands Rolle bei der Vernichtung der Armenier*, Ch. Links Verlag, 24 février 2015, 344 p. (ISBN 978-3861538172).

(4) Les déportations et massacres sont préparés et organisés depuis Constantinople, alors capitale de l'Empire, et mis en œuvre à l'échelle locale par les responsables des divers districts et provinces. Chaque responsable local est chargé de rassembler ses administrés arméniens, puis les soldats et gendarmes ottomans escortent les convois jusqu'au désert dans des « marches de la mort » et procèdent eux-mêmes aux assassinats ou laissent libre cours à la violence de groupes de bandits armés majoritairement kurdes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

De nombreux criminels, regroupés dans ce qui sera connu comme l'« Organisation spéciale », ont été libérés par les autorités à cette fin.

(5) COMPTE-RENDU : LE RÔLE ET LA PLACE DE LA TURQUIE DANS L'OTAN - Les Jeunes de l'IHEDN (jeunes-ihedn.org)

(6) Une péripétie (qui tombe autour, qui tombe sur) désigne en général dans un poème épique, un roman, une pièce de théâtre, tout événement soudain qui change la situation et opère aussitôt une sorte de révolution dans l'action même et dans la situation des personnages. La première réflexion théorique sur la péripétie se trouve dans la Poétique d'Aristote
athena-vostok.com

« *L'aube d'une révolution* » : comment se prépare la guerre dans l'espace

ENTRETIEN. Missiles antisatellites, lasers : le général Michel Friedling, commandant français interarmées de l'espace, évoque les nouvelles menaces en orbite.



Vue d'artiste du satellite militaire français CSO-1, lancé en décembre 2018.

© © CNES/Mira Productions/PAROT R

Propos recueillis par Gueric Poncet - Publié le 06/06/2019 à 13h30

Partout dans le monde, les armées technologiquement avancées se dotent de moyens spatiaux. Avant la pause estivale, et alors que le Salon de l'aéronautique

et de l'espace du Bourget se tient du 17 au 21 juin, Emmanuel Macron doit prononcer un discours pour fixer la doctrine française en la matière. De quoi compléter, et probablement renforcer, le discours de Florence Parly à Toulouse en septembre 2018, dans lequel la ministre des Armées avait publiquement dénoncé la tentative d'espionnage russe sur un satellite européen et affirmé la volonté de la France de défendre ses intérêts y compris en orbite.

Auditionné par les sénateurs en février 2019, le général Michel Friedling, à la tête du Commandement interarmées de l'espace, avait déjà ouvert quelques portes : « Placer une arme dans l'espace à des fins non agressives n'est pas en soi interdit, selon notre lecture du Traité de l'espace », avait-il assuré, en invoquant le « droit à la légitime défense ». Rencontre avec l'homme qui coordonne les efforts militaires spatiaux français.



Le général Michel Friedling, commandant interarmées de l'espace.

© **Ministère des Armées**



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Le Point : Quelles sont les menaces les plus crédibles ?

Général Michel Friedling : Toutes les menaces sont envisagées ! Du cyber, avec des moyens faciles à mettre en œuvre et accessibles aussi à des acteurs non étatiques, jusqu'au missile antisatellite, en haut du spectre, qui a des conséquences immédiates et irréversibles, tout en portant un message politique fort. Quatre pays sont capables aujourd'hui de tirer un tel missile : la Chine, qui a réussi un essai en 2007 au prix d'une forte génération de débris qui sont encore en orbite, les États-Unis, la Russie et, depuis mars 2019, l'Inde.

Concrètement, comment peut-on faire la guerre des étoiles ?

Les menaces concernent autant le segment sol, c'est-à-dire les infrastructures et les opérateurs des satellites, que le segment spatial, c'est-à-dire les satellites eux-mêmes, ou encore les communications et logiciels qui permettent à l'ensemble de fonctionner. Cela peut se concrétiser par des actions cyber, du sabotage, du brouillage ou encore une destruction pure et simple. Mais il n'est pas forcément nécessaire de détruire un satellite : le rendre inopérant temporairement ou définitivement, par exemple en l'aveuglant, peut suffire.

Quels moyens la France envisage-t-elle d'utiliser ?

La question est de savoir comment nous pouvons assurer la protection de nos capacités spatiales et comment nous pourrions assurer, si besoin, notre droit à la légitime défense dans l'espace en cas d'agression caractérisée. Le choix de la stratégie et des moyens appartient au président de la République et à la ministre des Armées.

Comment classez-vous les menaces ?

Nous classons les menaces selon différents critères : bien sûr selon leur criticité, c'est-à-dire leur capacité de nuisance, mais aussi selon leur acceptabilité pour celui qui les met en œuvre. Par exemple, un missile générera des débris dangereux pour tous les autres objets, y compris ceux de l'attaquant. Nous prenons aussi en compte leur accessibilité technologique, et enfin leur discrétion, car tout dépend aussi de la volonté de l'attaquant de se dévoiler ou non ! Dans une autre optique, nous différencions les menaces produisant des effets réversibles, par exemple les cyberattaques ou la guerre électronique qui peuvent provoquer des dénis de service temporaires, des menaces dont les effets seraient irréversibles, comme les missiles antisatellites, les lasers ou armes à énergie dirigée ou enfin des satellites tueurs. Les premières n'auraient pas les mêmes conséquences militaires, économiques et diplomatiques que les secondes.

Qu'est-ce qui a changé ces derniers mois ?

Nous sommes à l'aube d'une révolution dans le spatial ! Dans tous les domaines : scientifique, industriel, commercial et militaire. Le rôle des militaires dans ce tournant historique est d'accompagner cette révolution. Nous pourrions comparer cela à l'exploration maritime et au rôle des océans dans la prospérité des grandes puissances dans les siècles passés, lorsqu'il était nécessaire de sécuriser les nouvelles routes commerciales. Les armées auront, je pense, leur rôle à jouer dans l'espace de ce point de vue. Dans cette grande nouvelle aventure spatiale, tout le monde veut se lancer et, ce qui est sûr, c'est que ceux qui ne sont pas au départ de la course ne seront pas à l'arrivée ! Sur un plan militaire, les menaces apparaissent plus nettement ces dernières années et l'espace est en train de devenir un champ de confrontation. Ce n'est pas le monde tel que nous le voulons, c'est le monde tel qu'il est...

Avoir toujours plus d'acteurs étatiques et privés dans l'espace, est-ce un risque ?

Oui, le fait que l'espace soit désormais bien plus accessible qu'auparavant et l'apparition des méga constellations de nano satellites entraînent un risque d'encombrement des orbites. Aujourd'hui, il y a 1 700 satellites actifs en orbite, et nous pensons qu'il y en aura plus de 6 000 dans cinq à six ans. Il y aura assurément des problèmes de régulation du trafic spatial, en tout cas de sécurité du trafic spatial. Cela ouvrira aussi la porte à des satellites civils utilisés à des fins militaires et difficiles à détecter.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Mais la multiplication des acteurs est aussi une opportunité pour les militaires, car cela dynamise tout le secteur, favorise l'innovation, l'agilité, la rapidité, les nouvelles idées, les démonstrateurs, de nouvelles capacités, de nouveaux services...

Pourquoi est-ce un domaine stratégique pour la France ?

Certes, nous avons des enjeux immédiats purement militaires, liés au succès des opérations au sol, mais nous avons aussi un enjeu à plus long terme : celui de la paix et de la sécurité dans l'espace qui sont absolument nécessaires à la prospérité de nos économies et au quotidien de nos concitoyens. Les enjeux économiques sont majeurs : l'activité économique dans l'espace représente aujourd'hui environ 400 milliards d'euros, montant qui pourrait être multiplié par cinq dans les 20 ans selon certaines estimations, en particulier celles du Département du Commerce américain.

Y a-t-il eu une prise de conscience générale de l'importance stratégique de l'espace ?

Oui, de la part des acteurs économiques et des gouvernements, et elle s'est accélérée ces derniers mois. Nos concitoyens ne sont en revanche pas encore suffisamment conscients des enjeux et combien cela concerne leur quotidien. Sur le plan économique, toutes les nations encouragent leur industrie à être présente dans cette nouvelle conquête spatiale. Dans le domaine de la sécurité et plus particulièrement du militaire, cette prise de conscience permet un dialogue multinational fructueux avec des partenaires nombreux et variés.

Que faudrait-il porter à l'échelon international ?

Il faut que nous fixions des normes de comportement responsable dans l'espace, pour éviter des crises ou des malentendus qui pourraient avoir des conséquences dramatiques. Il faut définir par exemple jusqu'à quelle distance, et avec quelle vitesse de rapprochement, un satellite étranger peut évoluer près d'un satellite français, européen ou ami, qu'il soit gouvernemental ou non, dès lors qu'il présente un intérêt majeur pour la nation, sans être considéré comme agressif. Il est important de définir une dialectique commune dès le temps de paix au sein des instances internationales.

Quelles sont vos priorités ?

Notre priorité numéro un est de savoir ce qui se passe. Nous devons développer une architecture globale qui nous permette de savoir très précisément ce qui se passe dans l'espace, en collaboration avec des partenaires européens, l'Allemagne notamment. L'idée est d'avoir une capacité de détection partagée, à la fois pour les moyens techniques et pour l'analyse des données.

Notre seconde priorité est de pouvoir protéger nos moyens spatiaux. La question est alors de savoir ce que nous défendrons : uniquement les moyens militaires, ou aussi les moyens civils critiques, comme les satellites Galileo ou de télécommunications ? Des décisions politiques devront être prises dans ce domaine aussi. C'était d'ailleurs l'objet du groupe de travail espace, qui a rendu fin 2018 ses conclusions à la ministre des Armées, afin de proposer au président de la République différentes options.

Avons-nous les compétences industrielles nécessaires en Europe ?

Bien sûr ! Notre industrie spatiale est une des meilleures au monde. La Direction générale de l'armement (DGA) veille à maintenir notre base industrielle et technologique de défense au meilleur niveau. Le Centre national d'études spatiales (Cnes) ou l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera) notamment ont une compétence qui les place au premier rang en Europe et dans le monde. Ce sont des atouts considérables pour les armées, pour la France et pour l'Europe.

Le X37-B vous intrigue-t-il ?

Le X37 est un véhicule spatial sans équipage, mis en œuvre par l'armée de l'air américaine. Il évolue dans les orbites basses et peut offrir des services en orbite à des fins scientifiques ou militaires. Nous observons cela avec beaucoup d'intérêt et d'attention. Des projets équivalents existent en Europe.



Nos armées savent-elles se passer des services spatiaux ?

La résilience est essentielle, pour les armées comme pour le monde civil. Cela pose évidemment la question de la capacité que nous aurions à nous passer des services spatiaux, dont nous sommes très dépendants sur le plan militaire, dépendance qui ne fait que croître, alors que les vulnérabilités n'ont jamais été aussi grandes. Quel niveau de résilience souhaitons-nous pour nos armées qui seraient privées de GPS et de Galileo, ainsi que de communications par satellite ? Il faut envisager et s'entraîner à d'autres façons de travailler, à la fois dans les phases de planification et de conduite des opérations.

Par exemple, pour les marins, naviguer aux étoiles est un savoir-faire qu'il faut probablement préserver et dont je sais qu'il est régulièrement mis en œuvre. Autre exemple, nous devons maintenir l'hybridation de nos matériels entre centrales inertielles de haute précision et récepteurs GPS, pour les rendre moins dépendants aux systèmes de navigation par satellite. Il faut donc à la fois durcir les systèmes et les doter de moyens leur permettant d'opérer en conditions dégradées. Et entraîner les militaires à opérer dans des conditions dégradées. Mais la résilience, c'est également la prise en compte dès la conception de nos systèmes des menaces cyber, la redondance des moyens, le recours à des services commerciaux en complément ou en secours des capacités militaires.

La dissuasion nucléaire française ne convainc toujours pas en Europe

LETTRE DES ARMÉES. Héritage du général de Gaulle, l'arme atomique française peine à convaincre ses alliés européens, qui se tournent vers les États-Unis.



Photo d'une explosion atomique dans l'atoll Bikini en 1946. © Ann Ronan Picture Library / Ann Ronan Picture Library / Photo12 via AFP

*Par Jean Guisnel
Publié le 16/02/2021 à 11h00*

Clé de voûte d'une stratégie nationale mise en place

dès la Libération, portée à bout de bras, « quoi qu'il en coûte », par tous les pouvoirs qui se sont succédé depuis, la dissuasion nucléaire française est souveraine, indépendante et intouchable. Elle est une sorte de sceptre républicain, symbole inaltérable du pouvoir du chef des armées et président de la République. Résolument critiquée par des cercles politiques demeurant minoritaires, souvent discutée pour son poids important dans le budget militaire, elle n'en figure pas moins comme l'immuable héritage de la grandeur gaullienne.

Les années passent, elle demeure. Mais il y a un petit problème, gênant pour un pays qui se veut un ardent défenseur de la défense collective du Vieux Continent : la dissuasion française a bien du mal à faire entendre ses arguments en Europe. Dans une note de la Fondation pour la recherche stratégique*, la chercheuse Emmanuelle Maître dresse un état des lieux qui ne laisse guère augurer d'évolution rapide...



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Convaincre les réticents

La dissuasion française est d'une grande simplicité. Elle repose sur la seule appréciation du président de la République et sur sa capacité à convaincre un adversaire étatique éventuel qu'il utiliserait contre lui l'arme atomique si les « intérêts vitaux » de la France étaient atteints, voire menacés. Dans cette stratégie, il n'y a pas de place pour la discussion, et encore moins pour la participation de quiconque en Europe ou ailleurs à la prise de décision. Or, comme le rappelle Emmanuelle Maître, le souhait partagé du renforcement de la défense collective de l'Europe se heurte à une question essentielle : « Il est en effet difficile de s'accorder sur une vision partagée des risques stratégiques, mais aussi des politiques de défense sans une perspective commune sur la question de la dissuasion stratégique. »

Or celle-ci est très loin d'exister... Quels sont les arguments français pour convaincre leurs alliés de la pertinence de la dissuasion nationale ? Emmanuel Macron l'a précisé le 20 février 2020 à l'École militaire : « Nos forces nucléaires jouent un rôle dissuasif propre, notamment en Europe. Elles renforcent la sécurité de l'Europe par leur existence même et à cet égard ont une dimension authentiquement européenne. » Pas de quoi convaincre les réticents...

La coopération franco-britannique demeure après le Brexit, mais les Français savent pertinemment que les questions opérationnelles (zones de patrouille des sous-marins, concertation sur une concomitance des tirs, etc.) demeurent une vue de l'esprit. Tout comme celle de la France, la politique nucléaire britannique affiche une posture nationale. Elle ne se partage pas.

Cinq autres pays appartenant à l'Otan (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie) ne disposent pas en propre de l'arme atomique, mais stockent sur leurs sols des bombes américaines. Pour les transporter, ils achètent à tour de bras, ou s'approprient à le faire, des avions à ce même pays. Emmanuelle Maire en dresse l'inventaire : 45 F/A-18E/F Super-Hornet pour l'Allemagne ; 34 F-35A Lightning II pour la Belgique ; 90 autres pour l'Italie, et encore 37 pour les Pays-Bas. Quant à la Turquie, elle en voulait 100, mais la commande a été annulée par Washington.

Traité d'interdiction des armes nucléaires

À ces pays européens favorables à la protection nucléaire américaine, qui leur suffit sans qu'ils aient besoin de s'intéresser à celle de la France, s'en ajoutent d'autres franchement hostiles par principe à la détention et a fortiori à l'utilisation des armes atomiques. Trois de ces États (Autriche, Irlande et Malte) ont ratifié le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian) entré en vigueur le mois dernier. Une position commune des Européens – appartenant ou pas à l'UE ou à l'Otab – en faveur de la dissuasion française demeure une vue de l'esprit.

D'autant plus que d'autres pays, sans signer le Tian, sont – comme la Suisse, la Finlande ou la Suède – traditionnellement hostiles à l'arme nucléaire. Emmanuelle Maître nous confirme y voir « un consensus impossible. En Autriche et en Irlande, par exemple, on entend des spécialistes considérer que le nucléaire ne contribue pas à leur sécurité, au contraire. Ils ne s'intéressent pas à la position française ! Ce que, chez nous, les diplomates ne sont parfois pas loin de considérer comme une trahison. Ils cherchent en vain une reconnaissance de la contribution de la France à la défense européenne. »

Emmanuelle Maître, Dissuasion nucléaire en Europe : convergences, singularités et perspectives de coopération, FRS, janvier 2021



Les armées françaises à la conquête de l'espace

LETTRE DES ARMÉES. On ne parle plus de « guerre des étoiles », mais la France espionne allègrement la planète depuis l'espace. Ce qu'il faut savoir.



Depuis septembre 2019, le général de division aérienne Michel Friedling est à la tête du commandement de l'espace (CDE). © JASON CONNOLLY / AFP - Par Jean Guisnel
Publié le 09/02/2021 à 11h00 - Modifié le 09/02/2021 à 13h29

D'ici deux ans, l'Otan installera à Toulouse son

Centre d'excellence pour le domaine spatial. Une manière pour l'Alliance atlantique de reconnaître le savoir-faire français dans le domaine très spécialisé du spatial militaire, pour lequel notre pays occupe en Europe une place de choix. Convaincues de la nécessité pour les desseins stratégiques nationaux de donner un coup de booster à la politique de défense spatiale, les autorités françaises ont multiplié les initiatives ces dernières années

En septembre 2020, la ministre des Armées Florence Parly et le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air, ont célébré la nouvelle appellation de cette dernière, devenant armée de l'air et de l'espace. Un an plus tôt, le président de la République Emmanuel Macron avait officialisé l'intérêt renouvelé de la France pour la présence de ses armées dans l'espace en déclarant : « La nouvelle doctrine doit permettre d'assurer notre défense de l'espace et par l'espace. Nous protégerons mieux nos satellites, y compris de manière active. » Il évoquait aussi la naissance d'un nouveau Commandement de l'espace (CDE), destiné à remplacer les divers états-majors préexistants. Il est commandé depuis septembre 2019 par le général de division aérienne Michel Friedling.

L'espace se banalise

La France, dont les armes fréquentent l'exo-atmosphère depuis les origines de la dissuasion nucléaire, se devait d'adapter son outil spatial de défense, auquel elle a prévu de consacrer 5,3 milliards d'euros entre 2019 et 2025. Naguère exclusivement occupé par les États, l'espace est bouleversé depuis quelques années par l'arrivée des nouveaux acteurs du New Space. Des lanceurs réutilisables et/ou des engins spatiaux ont été développés par des entrepreneurs privés multipliant les initiatives, à l'instar d'Elon Musk avec SpaceX et son projet Starlink (12 000 satellites) ou de Jeff Bezos et son projet Kuiper (3 300 satellites). Les conditions d'exploitation de l'espace se transforment tant que des développeurs envisagent d'y conduire des touristes, comme Richard Branson avec son programme Virgin Galactic. L'espace se banalise. En devenant un lieu d'activité indispensable à l'humanité, il a également renforcé son statut de nouveau territoire de conflictualité.



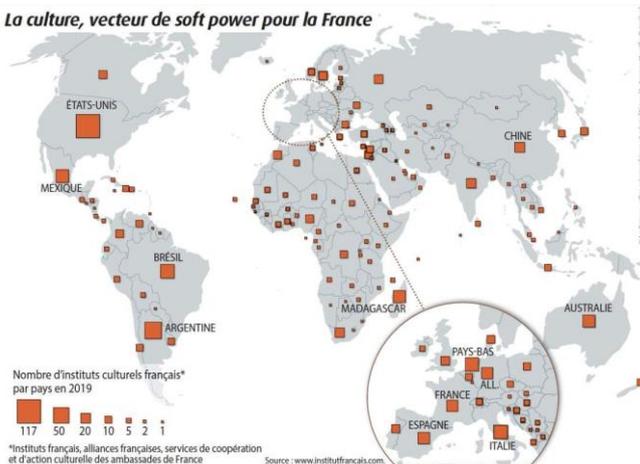
- **Communications.** Trois satellites de communication Syracuse 4 permettant des liaisons cryptées et protégées contre le brouillage sont prévus au troisième trimestre de 2021. Celle de Syracuse 4-B pour l'année suivante. Syracuse 4-C, qui attend encore une confirmation, est envisagé en 2028.
- **Satellites patrouilleurs.** À ce stade, la France qui en a pourtant les moyens ne prévoit pas de se doter de capacités antisatellites balistiques. Florence Parly a annoncé en juillet dernier que les armées entendent disposer rapidement de moyens de surveillance rapprochée de satellites en orbite et éventuellement de capacités de les protéger activement, avec de petits « satellites patrouilleurs ». Les imaginatifs concepteurs de sigles ont encore frappé et ont appelé Yoda (yeux en orbite pour un démonstrateur agile) un engin qui pourrait être prêt dès 2023. Il s'agirait, avec deux petits (moins de 20 kg) engins en orbite de valider les capacités françaises à endommager un satellite en orbite. L'intendance suivra-t-elle ?

La France, une nation toujours influente

En 2017 et en 2019, la France occupait la première place du classement des pays les plus influents de la planète (1). Avec le départ de Donald Trump et l'arrivée de Joe Biden, les États-Unis veulent à nouveau compter sur la scène internationale. Alors que de nombreux pays cherchent aujourd'hui à étendre leur influence dans le monde, la France a-t-elle la capacité de rester l'une des nations les plus influentes ?

P. Clerc : Il convient toujours de relativiser les classements internationaux distinguant le plus influent, le plus puissant... Les courbes d'aveuglement en la matière sont légions, plus encore observées au filtre de la crise sanitaire qui disloque le monde et nos sociétés. La France conserve toutefois une certaine capacité à demeurer une nation influente dans le monde. Son influence géopolitique demeure importante.

La culture, vecteur de soft power pour la France



« Puissance d'équilibre », entre grandeur passée et diminution régulière de son poids économique, la France est toutefois présentée sur la plateforme « Strategic Intelligence » du World Economic Forum comme un chef de file du bloc de l'Union européenne, renforcé par la sortie du Royaume-Uni. De plus, au cœur d'enjeux stratégiques majeurs en Asie, la France établit sa sphère d'influence (2) et apparaît comme « une puissance résidente indo-pacifique » (3). Récemment, les propos du président Emmanuel Macron sur l'islam radical, défendant les valeurs à la fois universelles et françaises au sortir de l'assassinat du professeur Samuel Paty, ont déclenché dans le monde musulman des manifestations violemment hostiles à la France et un appel au boycott des produits français, ainsi que de nombreuses réactions dans le

monde, notamment anglo-saxon. Cette onde de choc atteste de l'influence du pays et de l'importance portée à sa parole et ses actes. « Notre sécurité, nos intérêts et nos valeurs n'ont jamais été à ce point contestées depuis des décennies » (4). Et pourtant, la France jouit encore, en comparaison de pays de même influence, d'une certaine « liberté d'action » (5) et donc de choix, compte tenu de ses atouts propres. Le pays affronte de fortes turbulences : contestation à l'extérieur, « déstructuration » de son environnement stratégique, crise sociale domestique.



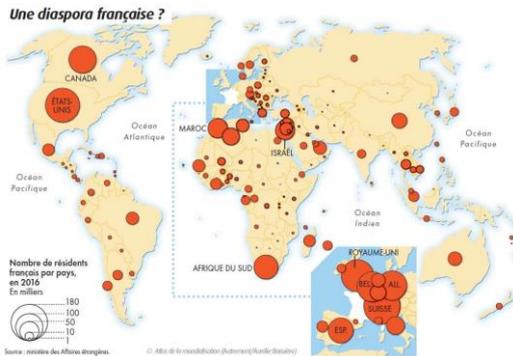
La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33



Cependant, la capacité d'influence de la France peut perdurer et se renforcer. Il convient pour cela qu'elle sache mobiliser ses capacités d'intelligence stratégique et prospective. Il s'agit de décrypter au présent et à moyen terme les champs de force de la nouvelle mondialisation et d'appréhender la dynamique des « relations inter-sociales » (6) qui prévalent désormais dans les enjeux mondiaux et au sein de laquelle la France devra remettre en perspective ses atouts.

Quels sont les principaux atouts de la France face à la concurrence internationale ?

Préalable indispensable pour faire valoir ces atouts : reconsidérer les trois piliers fondamentaux permettant de lire la complexité de la compétition géopolitique : les sphères d'influence, les équilibres de pouvoirs et les alliances. Il convient de lire ces piliers à l'aune des réalités géopolitiques, géoéconomiques, géoculturelles et « inter-sociales » actuelles. La puissance militaire de la France, son siège « envié » au Conseil de sécurité (ONU), sa position géostratégique maritime, sa démographie, la francophonie, son attractivité économique, industrielle et culturelle, sa mobilisation pour l'écologie lui permettront certainement de concevoir des stratégies agiles au regard des trois piliers évoqués.

La culture est l'un des principaux atouts de la France. Dans un rapport relatif à la diplomatie culturelle et d'influence (7), le député Frédéric Petit s'est inquiété récemment de l'impact de la pandémie, appelant à la « plus grande vigilance sur la fragilisation induite par les conséquences de la crise, afin de ne pas laisser des dommages irréversibles atteindre les réseaux culturels et d'influence ». Existe-t-il un risque réel et quelles pourraient en être les conséquences ?

Dès son déclenchement, la pandémie a agi comme un accélérateur/amplificateur impitoyable des fragilités et des crises qui couvaient. Telle est la réalité. La pandémie et ses conséquences ne font qu'accélérer la crise du financement des opérateurs et des réseaux de notre diplomatie d'influence culturelle. Le risque est réel. Il faut bien parler d'une chronique annoncée lorsque, trop longtemps, la vision comptable et budgétaire accentuée par la crise, a dominé. « L'agir stratégique et prospectif » est privé de vision. La conséquence ? L'affaiblissement d'un des leviers d'action et de projection majeur (avec l'économie et le militaire) de l'influence de la France dans le monde priverait durablement le pays d'une logistique exceptionnelle de promotion et de valorisation de ses propres atouts culturels et scientifiques—facteur clé de l'influence—d'une « capacité à modeler le visage géoculturel de la planète » (8). Elle le priverait aussi d'un réseau de veille et d'intelligence culturelle (décryptage des cultures pour mieux coopérer, affronter) sur l'échiquier géoculturel. La bataille menée par la France pour la diversité culturelle (2005) est un combat de tous les instants, notamment contre des stratégies de soft power anglo-saxonnes à vocation hégémonique. La France poursuit, grâce à ses réseaux culturels à l'étranger reliés à ses terroirs, une action essentielle de « fabrication de normes culturelles », dans un objectif non exclusivement marchand, mais de régulation mondiale articulée sur la notion de bien public commun respectant la diversité. Ici, la bataille de la maîtrise des données de grande valeur (HVDS) (9) et des contenus culturels se retrouve au cœur des enjeux de notre siècle.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Les Français de l'étranger sont de plus en plus nombreux. Peut-on parler de diaspora française ? Contribuent-ils au développement de l'influence française dans leur pays d'adoption, à l'image de ce qui s'observe dans d'autres diasporas ?

Au fond, la question posée est : la diaspora française est-elle un acteur de la diplomatie d'influence ? La France compte près de 1,6 % de ressortissants (recensement officiel). Mais des analystes prennent en compte les 220 millions de francophones pour évaluer la diaspora à environ 30 millions de personnes. Il est alors aisé d'imaginer que cette population devenue diaspora (10) se mobilise pour un territoire, selon ses origines, ses racines, liens culturels, linguistiques ou familiaux et devienne un levier d'accroissement de puissance et d'influence pour le pays d'origine. Les domaines de mobilisation sont de tous ordres. Affichés : attractivité des investissements directs, tradition culinaire, coopération scientifique et culturelle, éducation. Quasi invisibles : capacité d'analyse interculturelle, filtre des cultures, passeurs. La France, à cet égard, souffre d'un déficit. L'intérêt stratégique de cette diaspora est sous-exploité : les réseaux francophones sont méconnus et les réseaux associatifs parfois réunis par l'OIF (normalisation, droit, presse...) n'ont que de faibles liens avec les réseaux publics de la diplomatie d'influence (11). Il s'agit d'un défaut d'intelligence organisationnelle majeur. L'avenir réside, selon nous, dans la mobilisation des diasporas régionales, territoriales. Celles-ci disposent d'une véritable capacité d'expertise mobilisable au service d'un territoire ou d'un écosystème local et contribuent au rayonnement collectif du pays. Enfin, des innovations surgissent, isolées, loin de la dynamique public-privé. Diaspora Ventures s'intéresse à la nouvelle génération d'entrepreneurs globalisés, enfants de « la troisième culture »—élevés dans une autre culture que celle de leurs parents et vivant dans une autre culture—qu'il mobilise au bénéfice des écosystèmes français.

Comité Colbert, Choose France, French Tech, French Fab... La France multiplie les marques et événements qui se veulent le porte-étendard des productions françaises dans le monde. Est-ce indispensable face à la concurrence internationale et est-ce que cela marche vraiment ?

L'activisme marketing français révèle le dynamisme de nos start-ups, la compétence de niveau mondial de nos chercheurs et de nos mathématiciens, de nos ingénieurs et développeurs. Il s'agit d'un sujet d'importance lié à l'impératif de souveraineté du pays et à sa capacité à maîtriser les technologies liées au nouveau modèle industriel et d'innovation. Des données précises permettent d'en apprécier le retour sur investissement. Par exemple, à l'issue du troisième sommet Choose France en janvier 2020, 8 milliards d'euros sont investis par de grandes compagnies étrangères en France. En 2019, la France a attiré 1468 nouvelles décisions d'investissements étrangers, soit une progression de 11 % par rapport à 2018. Malgré la crise sanitaire et économique mondiale, les investisseurs réaffirment leur confiance dans les perspectives des sociétés françaises de technologie (12). Ainsi, « la politique internationale commence chez soi » (13). Cette diplomatie de la « start-up nation » est indispensable pour exister au monde au cœur de la bataille qui se joue pour la suprématie technologique (intelligence artificielle, 5G, informatique quantique). Les entreprises françaises et européennes sont prises en étau entre les stratégies agressives du duopole Chine-Amérique (14) (atteinte au droit de propriété intellectuelle, dumping, application extraterritoriale « prédatrice » du droit US, régulation des exportations de technologies à double usage...). Le rapport parlementaire de Paula Fortezza, députée des Français d'Amérique latine et des Caraïbes, sur la révolution quantique, recommande, comme en réaction à ces contraintes, une diplomatie économique offensive vers des coopérations actives avec les pays européens ou extra-européens.

La pandémie de coronavirus a stoppé les flux touristiques à travers le monde. Or, la France est depuis de nombreuses années la première destination touristique mondiale. Doit-on s'attendre à des conséquences au-delà de l'impact économique ? La France pourra-t-elle retrouver sa première place ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Dans l'incertitude radicale qui domine notre futur, s'il est bien un secteur qui laisse espérer un retour d'influence, c'est le tourisme. Compte tenu de son patrimoine exceptionnel, de ses infrastructures et des compétences reconnues de ses professionnels, la France demeurera une destination mondiale privilégiée.

Entretien réalisé par Thomas Delage le 24 novembre 2002

Recrutement, profils, missions... Zoom sur les agents de la DGSE

Après la divulgation par la DGSE d'une vidéo tournée clandestinement au cœur d'Al-Qaïda, Europe 1 fait la lumière sur les hommes et les femmes de la Direction générale de la sécurité extérieure. Ces agents infiltrés, parfois pendant des années, qui choisissent une vie placée sous le signe du secret et de la solitude pour protéger les intérêts de la France et des Français.

DÉCRYPTAGE

"Ils sont là pour protéger les intérêts de la France et des Français où que ce soit" sur la planète. Eux, ce sont les quelque 7.000 hommes et femmes de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) - dont 1.500 à 2.000 militaires, parmi lesquels "les clandestins", des infiltrés en terrain hostile. Autour de Julian Bugier, l'ancien membre de la DGSE Vincent Crouzet, le spécialiste des services de renseignements Jean-Christophe Notin, et le grand reporter d'Europe 1 Didier François, également spécialiste de ces questions, mettent la lumière sur ces hommes et ces femmes qui consacrent parfois leur vie entière à une mission, après la divulgation par la DGSE d'une vidéo tournée clandestinement au cœur d'Al-Qaïda.

L'adaptabilité, la première des qualités sur le terrain Il y a "mille métiers à la DGSE", rappelle Vincent Crouzet. Il est ainsi possible de l'intégrer "par des concours de catégorie A, B, C ou D comme n'importe quelle administration". Mais ce n'est pas le cas des hommes de terrain qui constituent sans doute l'une des parties les plus secrètes de l'activité de la Direction générale de la Sécurité extérieure. Les hommes et les femmes, triés sur le volet, du "service action", chargés de la planification et de la mise en œuvre des opérations clandestines, sont des militaires, "mais pas des gros bras, surtout pas".

"C'est la spécificité de la DGSE et des services français en général : on met l'accent sur le renseignement humain et donc sur l'empathie, la curiosité, sur les capacités d'adaptation", justifie l'ancien membre de la DGSE. Comme le laisse suggérer la série Le Bureau des Légendes sur Canal+, la capacité à utiliser la violence n'est pas la première qualité requise pour l'infiltration et le renseignement. D'ailleurs, "la première chose que l'on fait [la DGSE, ndr] quand on intègre du personnel militaire, c'est de les dégrossir et de les démouler", indique-t-il encore. Totalement "adaptés à tout ce que sont des techniques de guerre", ces hommes vont être formés pour en "faire de vrais clandestins adaptés au renseignement moderne". Un procédé qui peut prendre un an et demi.

"L'adaptabilité est la première des qualités" à avoir, décrypte au micro d'Europe 1 Didier François. "C'est vraiment important parce qu'il faut être capable de comprendre les autres cultures, de s'y adapter, de se mettre dans la tête de l'adversaire, voire de l'ennemi, et d'être capable de côtoyer pendant de longues périodes des gens qui vous sont a priori hostiles. C'est un travail très compliqué." "Il y a eu des infiltrés pendant 30 ans", précise de son côté Jean-Christophe Notin. "Le tout est de tenir la légende, la couverture. Plus vous y restez, plus vous êtes crédibles vis-à-vis de vos interlocuteurs."

La loyauté pour supporter une vie dure et solitaire Mais pour rester infiltré presque une vie entière, l'adaptabilité, l'intelligence, la discrétion et le discernement ne suffisent pas.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

La loyauté est également indispensable, pointe Jean-Christophe Notin en évoquant un témoignage recueilli pour son livre *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan*, un ouvrage sur les opérations clandestines tricolores dans ce pays.

"Il y a eu des infiltrés qui sont restés très longtemps dans des conditions très rustiques auprès du commandant Massoud, des Pachtounes et des Talibans. Donc si vous n'avez pas cette motivation de vous mettre dans des conditions terribles, de mettre votre vie en jeu, vous ne le faites pas." Infiltré est un métier "très ingrat, où les risques sont maximums, avec très peu de reconnaissance. Ce sont des guerriers sans nom, des guerriers de l'ombre, on ne sait pas ce qu'ils font."

Une véritable vie secrète et solitaire dans laquelle il ne faut sous aucun prétexte révéler ses activités, même à sa famille. "En général les plus proches, la femme ou le mari, sont au courant de l'appartenance à la DGSE et savent souvent grosso modo où l'infiltré va se rendre", nuance toutefois Jean-Christophe Notin. "En revanche, ils ne savent jamais ce qu'ils y font." "Il faut bien comprendre que l'une des spécificités de ce métier, c'est la solitude", renchérit de son côté Vincent Crouzet. "Tout est très compartimenté et on se retrouve souvent seul face à des situations qui sont anormales".

Un "des meilleurs services de renseignement du monde"

Alors pour pallier tous risques de fuite, notamment à un agent ennemi, la DGSE a mis en place un énorme service de surveillance interne chargé de contrôler non seulement qu'un infiltré "reste parmi les purs du service", mais aussi veiller à ce qu'il ne perde pas pied. "Car la pression qui pèse trop souvent sur les épaules d'un agent de renseignement" peut être énorme. "Et tout agent peut avoir des défaillances psychologiques".

Un travail et une organisation bien spécifiques qui permettent à la DGSE de figurer "parmi les meilleurs services de renseignement du monde", selon Vincent Crouzet. Et Didier François de rappeler qu'"aujourd'hui, il n'y a que deux services au monde qui ont pu 'taper des têtes de gondoles' [terroristes] : les Américains avec Ben Laden, et les Français avec Abdelmalek Droukdal", l'émir historique d'Al-Qaïda au Maghreb neutralisé le 3 juin dernier par les forces spéciales françaises, sur la base d'un renseignement tricolore.

europe1.fr



IN MEMORIAM

Huit militaires de la Gendarmerie nationale sont décédés depuis le 1^{er} janvier 2020 dans l'exercice de leurs fonctions :

- **Gendarme Éric CHARLES** – Escadron de gendarmerie mobile 41/7 de Dijon (21) – le 29 janvier 2020
- **Major Mélanie LEMEE** – Brigade de proximité d'Aiguillon (47) – le 4 juillet 2020
- **Gendarme Maud LE GALL** – Compagnie de réserve territoriale de La Rochelle (17) – le 23 juillet 2020
- **Major Joachim KACZMAREK** – Brigade de proximité de Roisel (80) – le 26 septembre 2020
- **Lieutenant-colonel Cyrille MOREL** – Compagnie de gendarmerie départementale d'Ambert (63) – le 22 décembre 2020
- **Major Rémi DUPUIS** – Brigade de proximité d'Ambert (63) – le 22 décembre 2020
- **Gendarme Arno MAVEL** – Peloton de surveillance et d'intervention gendarmerie d'Ambert (63) – le 22 décembre 2020
- **Brigadier Jérémy ANDRIEUX** – Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie de Saint-Astier (24) – le 12 janvier 2021